

Documento de Trabalho nº 66, CesA, Lisboa, 2003

Les indiens dans la presse coloniale portugaise du
Mozambique 1930-1975.

Nicole Khouri

Joana Pereira Leite

Nicole Khouri é socióloga, investigadora do MALD (Mutations Africaines sur la longue durée, CNRS-Univ. Paris I) e "Maître de Conférence" na Universidade de Paris I

Joana Pereira Leite é economista e historiadora, investigadora do CEsa e professora no ISEG/UTL

Os trabalhos reproduzidos nesta série são da exclusiva responsabilidade dos seus autores.

O CEsa não confirma nem infirma
quaisquer opiniões neles expressas

Les indiens dans la presse coloniale portugaise du Mozambique 1930-1975.

Nicole Khouri

Joana Pereira Leite

INTRODUCTION

Ce bout de recherche sur la présence des Indiens à travers la presse coloniale du Mozambique des années 30 à 75 a été induite à partir des difficultés et des manques dans les approches concernant la diaspora indienne:

Tout d'abord l'approche relative à sa mémoire mise en récit par ses membres dont une partie vit à Lisbonne depuis l'indépendance du Mozambique. Grosso modo, durant une première série d'entretiens effectués (ces deux dernières années) se dégageait soit une gêne pour parler de cette période (que voulez vous savoir?) soit l'affectation du ton banal d'un récit distancié. Lorsque au cours de seconds entretiens, les divers documents de presse étaient montrés (articles, photos, publicités), ils suscitaient des considérations et des propos inédits. Ces coupures de presse devenaient des médiations et des catalyseurs d'une mémoire enfouie ou refoulée.

Ensuite, l'approche qui a été faite à partir des documents officiels (émanant de la métropole, des différents ministères, des rapports des hauts fonctionnaires et des gouverneurs de la colonie, des institutions religieuses..) sur lesquels se sont penchés très attentivement -particulièrement depuis une quinzaine d'années- des historiens, des économistes et des anthropologues portugais¹ passant au peigne fin tout ce qui

¹ - Antunes, L.F.Dias (1996) "Os mercadores baneanes guzerates no comercio e a navegação da costa oriental africana (sec.18)" Comunicação no Seminário sobre História de Moçambique (16^o-19^o), Lisboa, mimio, 20pp; (1992) A actividade da companhia de comércio dos baneanes de Diu em Moçambique (1686-1777). Tese de Mestrado. Faculdade de Ciências Sociais e Humanas. Univ. Nova de Lisboa.

- Bastos, J.P. et Bastos S.P., et alter (1999), Portugal multicultural. Situações e estratégias Identitárias das minorias étnicas. Lisboa, Fim de Século, 227p; (2000) "Diu, Mozambique et Lisbonne. Histoires sociales et stratégies identitaires dans la diaspora des hindous gujaratis" in *Lusotopie* pp. 399-421.

- Bastos, S.P. (1995) A comunidade hindu de Lisboa. Uma abordagem das representações sociais Identitárias das castas de artesãos. Lisboa, GERSI, 125p.

- Carvalho, A. (1999) O empresariado islâmico em Moçambique no período pós-colonial. Thèse de Doctorat en sociologie, Univ. Technique de Lisbonne. Non publiée.

- Malheiros, J.M. (1996) Imigrantes na região de Lisboa. Lisboa, Colibri; (2000) "Circulação migratória e estratégias de inserção local das comunidades católicas goesa e ismaelita" in *Lusotopie* 2000,pp377-398.

- Pereira Leite, J. (2001) "Indo-britanniques et indo-portugais: présence marchande au Sud de Moçambique au moment de l'implantation du système colonial, de la fin du 19^o siècle jusqu'aux années 1930" *Revue française d'Histoire d'Outre mer*, semestre 2001, pp. 13-37; (1999) "Colonial Política" in Dicionário de história de Portugal, suplemento, Vol. 7, Lisboa, Ed.Figueirinhas, pp. 352-361; (1996) Diáspora indiana em Moçambique. Séc.19 e primeiras décadas da época colonial, in *Economia global e Gestão*. 2/96 pp. 67-108.

- Rita Ferreira, A. (1982) "Presença Luso-Asiática e mutações culturais no sul de Moçambique", Lisboa, IICT/JICU; (1980) "Moçambique e os naturais da Índia portuguesa" in Seminário internacional de Historia Portuguesa, Lisboa, IICT/C.E.H.C.A., pp. 615-648.

- Pinto Teixeira, L. (2000) Partners in business-the workings of the Indian traders of Zambezia, Mozambique, 1870-1910. Thèse de Doctorat en Histoire, Univ. Queens, Canada. Non publiée.

peut concerner la diaspora indienne du Mozambique depuis 1686, moment de sa fixation dans la colonie. Leurs présentations et leurs analyses, bien que critiques, demeurent tributaires de la représentation que ces documents donnent de cette diaspora dans ses dénominations, ses qualifications, ses modes de vie communautaire (sociale et religieuse) ainsi que des relations socio-économiques qu'elle entretenait avec les autres groupes de la colonie.

Certes ces chercheurs en sciences sociales n'ont pas fait l'économie d'une analyse critique des paradigmes – tels que la religion et la race avec leurs conséquences sur les pratiques de ségrégation, d'exclusion ou de médiation vis à vis de certains groupes de la colonie – à l'œuvre dans les grandes entreprises de la métropole et qui eurent pour noms: la portugalisation, la nationalisation et l'assimilation des populations de l'Empire. Il n'en demeure pas moins qu'en vertu des documents qui ont été examinés, la diaspora indienne a été essentiellement parlée par d'autres. Peu de documents officiels et encore moins officieux sont disponibles qui nous révéleraient un aspect de sa représentation propre à l'instar des lettres² de l'Aga Khan assurant le président Salazar de la loyauté de sa communauté durant les moments cruciaux de l'histoire politique de l'Inde moderne qui ont constitué la première onde de choc qui a ébranlé l'Empire portugais.

Dans les pages qui suivent, il s'agira de saisir *la nature de la présence de la diaspora indienne* du Mozambique telle qu'elle est attestée dans les journaux du temps de la colonie entre 1930 et 1975, *d'un double point de vue*: celui des représentations que s'en faisaient les colons, les officiels du régime de l'Estado Novo, les porte parole de la population autochtone (les "natourais") et celui de la diaspora elle-même, c'est-à-dire de ceux et de ce qu'elle voulait ou pouvait donner à voir.

Précisons dès le départ que les indiens sont loin de former un tout homogène que ce soit du point de vue du *statut* que leur octroie le colonisateur (les goanais catholiques et les autres ou du point de vue de leurs appartenances religieuses (hindous, musulmans chiites et sunnites, parsis), que ce soit encore du point de vue des différences intra-communautaires appréhendées en termes de hiérarchie chez les musulmans et de castes chez les hindous (appelées à se défaire ou à se consolider au fur et à mesure que s'accumulent les richesses et que leur est ouvert l'accès aux écoles de la colonie) ou que ce soit enfin du point de vue des différences inter communautaires (les musulmans sunnites se mélangeant plus facilement avec la population africaine, les ismaéliens et les hindous davantage fermés sur leur espace communautaire, les parsis ayant des rapports plus ouverts avec les colons)

Dans les années 30, les statistiques officielles distinguaient les indo-portugais et les indo-britanniques, appellations qui renvoyaient aux territoires originels en Inde sous domination portugaise ou britannique. Parmi les indo-portugais, ceux originaires de Damão et Diu, appelés "banéanes", hindous et musulmans, se sont fixés au Mozambique depuis 1686³. Leur émigration s'est étalée jusqu'à la fin du 19^e siècle. Ils s'y sont établis soit comme commerçants dans l'île de Mozambique, les Terres Fermes adjacentes, les villes côtières de Quelimane, Sofala, Inhambane (pour ne nommer que les plus importantes) liées à tout l'arrière pays à travers le réseau spécifique des "cantinas" qu'ils ont mis en place, soit comme agriculteurs et quelques uns comme *prazeiros* en Zambézie. D'autres indo-portugais, les "goeses" (goanais), convertis au catholicisme, sont les témoins de la liaison du Mozambique avec l'Empire des Indes. Ils restent dans le territoire après 1752, lorsque la province africaine s'est détachée de l'empire asiatique. Leur présence est beaucoup plus visible en 1898, date de la fondation de Lourenço Marques. Ils y ont surtout assuré les postes subalternes dans la fonction publique, ont constitué le clergé catholique, ont été employés dans les banques et certains ont même pu se réaliser dans les professions libérales. Quant aux commerçants indo britanniques (majoritairement musulmans, ismaéliens et sunnites, mais aussi hindous) tous originaires du Gujarat, ils arrivent vers la fin du 19^e siècle, soit directement de cette province, soit indirectement de Zanzibar après la désagrégation de son empire marchand sous le coup des intérêts britanniques et allemands, soit encore d'Afrique du sud durant les deux premières décennies du 20^e siècle, lorsque se sont durcies les lois britanniques et afrikaaners vis à vis de la main d'œuvre indienne dans les provinces du Natal et du Transvaal (fin des contrats des "indentured labourers"). Le transfert de la capitale de l'île de Mozambique à Lourenço Marques en 1898 a drainé d'une part cette forte migration qui a contribué à et qui a profité de la mise en valeur de ce pôle sud de la colonie, totalement inféodé à l'économie britannique du Transvaal⁴. Ce transfert a

- Zamparoni V. (1998) Entre Narros e Mulungos. Colonialismo e paisagem social em L.M. (1890-1940). Thèse d'Histoire Sociale. Univ. de São Paulo. Brésil. Non publiée.

² Lettre de l'Aga Khan du 5/6/51 (PIDE/DGS, processo 749/73. CI (2))

³ Selon la littérature historiographique la plus récente, la création de la Compagnie des Mahajans de Diu en 1686 à laquelle le gouvernement portugais a conféré le monopole du commerce entre la colonie de Mozambique et Diu, est considérée comme la date de départ de "la fixation des banéanes" au Mozambique. Voir à ce propos le travail de fond de l'historien L.F. Antunes, op.cit.

⁴ Le Transvaal est l'une des quatre provinces de la République de l'Union Sud africaine qui naîtra en 1910.

d'autre part provoqué un mouvement migratoire à l'intérieur même de la colonie (des villes du nord et du centre vers le sud) tant et si bien qu'en 1930,⁵ date de départ de notre étude, on recense 76% des indo-portugais et 45% des indo-britanniques installés au sud du Save (districts de L.M. et de Inhambane).

Il faut avoir en mémoire que les indiens, les colons installés, la classe administrative et politique de la colonie et une partie de la population africaine, vivaient au rythme permanent du croisement de trois histoires socio-économiques et politiques, celle du Portugal, de l'Inde et du Mozambique. Ces histoires font elles-mêmes partie de cercles plus larges particulièrement bouillonnant durant la période considérée : l'histoire des empires portugais et britannique ainsi que celle des colonisations et décolonisations de l'Afrique orientale et australe. Dans leurs mobilités spatiales, nous pouvons dire grosso modo, que les indiens se sont appropriés "naturellement" les pôles du champ de l'expansion portugaise.

PROBLEMATIQUE

La presse consultée et analysée couvre une tranche de l'histoire contemporaine inaugurée avec la nouvelle politique de l'Estado Novo définie autour des années 30 et se terminant avec sa chute et avec l'indépendance du Mozambique en 74.

À l'intérieur de cette période nous avons délibérément choisi quelques dates qui nous ont aidées à organiser la lecture de la presse parce que nous les pensons susceptibles de rendre compte, directement ou indirectement, de la présence des indiens. C'est précisément autour de ces dates, qui se sont révélées charnières, qu'a été reformulé le projet de l'Empire colonial. Ainsi:

Les années 26 à 33 sont marquées par la grande coupure dans la formulation même du projet colonial au sein de l'Empire, désormais africain, et dont la composante asiatique demeurerait sous le boisseau depuis la fin du 17^{ème} siècle, moment à partir duquel le Portugal s'était concentré sur le Brésil. Une nouvelle définition des institutions politiques et administratives, une nouvelle organisation de la société, une nouvelle politique économique sont mises en place par l'Estado Novo tant au Portugal que dans ses colonies. Ces années sont aussi marquées par les conséquences de la crise mondiale de 29. Cette double donne a des incidences directes sur les prémisses de l'intégration sociale et culturelle des indiens dans l'espace du Mozambique et sur la cristallisation des perceptions des divers groupes de colons et de métis de la colonie vis à vis de leur identité professionnelle, objet à la fois de fascination et d'abjection.

L'année 47, marquée par l'indépendance de l'Union Indienne et par la naissance de l'état de Pakistan, réveille, au sein de l'Empire, la dimension asiatique latente. Quel sera l'avenir de Goa ? Parallèlement, la "question indienne" dans l'Union sud africaine est suivie avec grand intérêt. Les lendemains de la 2^o guerre mondiale sont favorables à l'économie du Mozambique. L'expression sociale, économique et politique de la communauté indienne, que l'on perçoit pour la première fois dans toutes ses composantes, est à son apogée.⁶

Les années 60 à 63 sont marquées par la crise de Goa et le retour à l'Inde de Goa, Damao et Diu. Ces évènements portent un coup fatal au projet impérial et l'amputent définitivement de sa dimension asiatique. Retreci à sa dimension africaine, il est obligé à une refondation conséquente. Ce sont les thèmes de société, liés à la fin du régime de l'indigénat et à la mise en place de l'assimilation, qui prévalent. C'est à ce moment que la catégorie de "naturs", opposée à celle de nativos et de colons, prend tout son sens sociologique. Comment les indiens se positionnent-ils ?

Les années 73 à 75 sont marquées par l'écroulement du régime de l'Estado Novo, par la fin de la guerre de libération et par le gouvernement de transition menant à l'indépendance du Mozambique. Dans cette dernière phase de l'Empire africain, que nous donne à voir la presse consultée, des positionnements politiques, sociaux et religieux de la diaspora indienne en général et de ses composantes en particulier ?

⁵ Recensement de 1928 (Anuário de L.M.1931). 76 % des indo-portugais correspondent à une population de 2363 individus et 45% des indo-britanniques à une population de 2179 individus.

⁶ Le dépouillement des Anuários de L.M. concernant les activités des indiens dans la capitale, confirme l'impression dégagée par la presse entre 1930 et 1975. C'est dans l'Anuário de L.M. de 46, que nous avons rencontré le plus grand nombre de maisons de commerce indiennes. Beaucoup d'entre elles ne s'affichaient pas auparavant et nombreuses sont celles qui disparaîtront à la fin des années 40. Encore reste-t-il à interpréter prudemment ce phénomène visible essentiellement à la capitale. L'économie d'après guerre est tout à fait relancée, - marquée tant par son ouverture à de nouveaux marchés que par la reprise du commerce dans l'océan indien - dans laquelle les indiens du Mozambique occupent un créneau important à côté de leurs traditionnelles exportations d'oléagineux vers l'Inde. Une accumulation conséquente aurait-elle permis à un certain nombre d'indo britanniques de projeter un "retour" au Gujarat? Ceux qui l'ont réalisé, se sont heurtés à l'impossibilité de s'y installer en raison des évènements politiques de 46/47 dont leur région a été le théâtre dramatique.

Il est évident que la mise en place des politiques économiques qui se déploient dans un temps propre tout comme les représentations et le changement des mentalités qui se déploient dans un temps anthropologique, débordent les scissions politiques que nous avons retenues. D'où les récurrences des regards positifs ou négatifs attachés à l'identité professionnelle de la communauté indienne, marchande dans sa majorité. Tant pour les colons que pour les "naturels" elle est avant tout une communauté marchande - avant d'être hindoue, musulmane ou catholique- perçue négativement dans son ensemble. Pour l'état portugais, elle est appréhendée dans les termes d'une real economy, c'est-à-dire, comme utile et dynamique. De plus, sa présence témoigne de l'ancien empire asiatique. Les goanais et les autres indo portugais sont évoqués, quand il le faut, pour consolider l'idée d'une colonisation à la "portugaise", capable d'avoir été à la rencontre de peuples, de races et de religions diverses et d'y avoir produit des cultures particulières luso tropicales. Bien que servant à la consolidation du rêve impérial, les indiens (dans toutes leurs composantes) ont su, au décours de leur expérience historique au Mozambique entre 1930 et 1975, s'approprier les opportunités issues des nouvelles conditions de l'intégration, pour se construire à l'intérieur d'un espace à la fois social et national.

Travailler à partir des matériaux de la presse de L.M. pour appréhender la diaspora indienne aurait pu nous faire tomber dans l'écueil du jeu des représentations des divers protagonistes (état/ colons/ naturels/ nativos/ indiens) - biaisées de plus par la censure qui s'est imposée à toute la presse durant le régime de Salazar. Ceci nous aurait conduit à répéter les paradigmes bien connus d'une idéologie coloniale, liée à une vision en termes de hiérarchie des races, des peuples et des religions, dans laquelle puisaient les opinions et les comportements de l'époque. Or ce que cette presse nous révélait simultanément ou parallèlement, c'était la force d'un Etat autoritaire, qui pour la première fois dans l'histoire de l'Empire, créait dans sa propre colonie un champ social dans le sens propre du terme, c'est-à-dire, organisait les divers groupes en tant qu'acteurs, qui étaient de ce fait, amenés à se définir, bien que de façon différenciée, autour d'enjeux communs. Dans cette nouvelle histoire, les indiens sont partie prenante. La question fondamentale devient alors pour eux – et pour nous qui en suivons la trace dans la presse – celle du passage, en moins d'un demi-siècle, d'une situation de juxtaposition, voire de ségrégation à une situation de leur incorporation dans un projet à la fois social et national. Si les termes du projet social réfèrent à la "province de Mozambique"⁷, les termes du projet national sont culturellement et politiquement ceux de la Nation portugaise.

La presse qui, en principe rend compte de la vie quotidienne d'une société, nous permet-elle de tenir un bout de l'histoire sociale de cette diaspora et des avatars de sa construction identitaire ? Quelles sont les composantes de la communauté indienne qui se sont davantage prêtées à une certaine visibilité ? A quels moments et sous quelles formes ?

MATERIAUX DE TRAVAIL

Autour des années 30, la panoplie des journaux de la colonie est assez large. Parmi une quinzaine (si l'on compte ceux de Beira) nous n'avons consulté que ceux qui sont émis à Lourenço Marques et qui sont représentatifs de diverses catégories socio professionnelles ou de différents courants politiques dans la colonie. Leur sensibilité vis-à-vis de la diaspora indienne ne se déclinait pas dans les mêmes termes. Nous les avons regroupés de la façon suivante:

Ceux qui expriment la voix des colons établis: **O Emancipador** (hebdomadaire des ouvriers laurétiens) dont nous avons dépouillé les années 26 à 29, **Imparcial** (hebdomadaire indépendant) dont nous avons dépouillé aussi les années 26 à 29, **Jornal do Comércio** (quotidien, défenseur des intérêts généraux de la colonie) dont nous avons dépouillé les années 30 à 32, **Africana** (revue littéraire mensuelle) dont nous avons dépouillé l'unique année de sa parution en 33, et **O Direito** (quotidien, voix des partisans de la Première République) pour les années 32 et 33. En 1933, en raison de la censure, la majorité de ces journaux disparaîtront.

Celui qui exprime la voix officielle de l'Estado Novo (E.N.): **Acção Nacional** (hebdomadaire) pour l'année 26.

Celui qui exprime la voix des africains: **O Brado Africano**⁸ (hebdomadaire) pour les années 31 à 34 .

⁷ Le statut de province a été octroyé aux colonies après la révision constitutionnelle de 1951

⁸ *O Brado Africano* est un hebdomadaire bilingue (portugais-landim) qui paraît entre 1918 et 1983. Dans une première phase, il est essentiellement rédigé par des métis, "porte paroles de la race noire". D'orientation modérée, il était l'organe du Gremio Africano, association de nativistes qui éclate en de multiples courants reflétant les clivages de race, de statut social et d'origine régionale. Désormais c'est l'Associação Africana qui a regroupé principalement les "mulatos", tandis que l'Associação dos Negros de Moçambique regroupait

Une place à part a été réservée à *Notícias de Lourenço Marques* (L.M.), quotidien à très large diffusion dans toute la province, proche du régime sans en constituer pour autant un organe de propagande. Malgré la censure, la relative indépendance de ses directeurs vis à vis du régime de l'E.N. a permis l'expression assez diversifiée des groupes constitutifs de la société mozambicaine et de la vie de la colonie. Nous en avons dépouillé les années 26 et 32.

Pour les trois autres dates charnières retenues, (47, 61/63, 70/74) nous avons suivi de près trois journaux représentatifs d'approches idéologiques et sociales sensiblement différentes et ceci malgré les effets homogénéisants de la censure qui nous ont obligées à procéder à un travail de décodage :

Notícias de L.M. pour 47, 61 et 62, 72 à 74.

O Brado Africano pour 47, 72 et 73.

*A Voz de Moçambique*⁹ (mensuel des "naturels", fils de colons assumant une option humaniste et démocratique) dont nous avons consulté les années 60 à 74.

Nous présenterons chacune des scansionnements retenues (26 à 33; 47 ; 61 à 63; 72 à 75) à l'intérieur de *trois rubriques* qui nous ont permis de regrouper empiriquement les informations concernant les indiens dans les journaux que nous avons dépouillés :

Celle relative à l'Empire qui couvre la période allant de la formulation du projet colonial en tant que projet national autour des années 30, aux crises successives qui l'ont secoué jusqu'en 1974.

Celle relative à l'intégration régionale où l'Union sud africaine constitue un pôle économique important et un modèle de société qui exerce fascination et abjection.

Celle relative au Mozambique proprement dit, en tant que territoire et société.

Notons que ces rubriques recourent les *trois polarités structurantes* dans la longue durée de l'histoire du Mozambique (l'océan indien, l'Afrique australe et le Portugal). Elles constituent aussi les référents des itinéraires marchands et des allégeances-loyautés de la diaspora indienne proprement dite (vis à vis de sa terre d'origine, vis à vis de la société d'accueil et vis à vis des autres noyaux de la diaspora).

LES ANNÉES 1926 à 1933.

Les années 26 à 33 sont marquées par deux grandes préoccupations : la définition de la nouvelle politique globale qui unit le Portugal à ses colonies et les conséquences de la crise mondiale de 29. Comme nous l'évoquons ci-dessus, un premier ensemble de journaux représente soit la défense des intérêts socio économiques de groupes professionnels constitués par les colons, soit reflète plus explicitement les sensibilités politiques des personnes immergées dans la vie de la société coloniale.

les noirs. Cette dernière fut fermée dans les années 50 tandis que l'Associação Africana comme le Brado ont été fortement contrôlés par le régime et sa police. Néanmoins, ce journal est demeuré la seule voix des nativistes. Pour cette histoire mouvementée et en grande partie clandestine, voir l'article de Aurélio Rocha "O Pan Africanismo em Moçambique. 1900-1930" (pp. 727 à 752) in *A Africa e a instalação do sistema colonial (c.1885-c.1930)*, 3^o Reunião Internacional de História da África. IICT. Lisboa 2000.

⁹ Ce mensuel fondé en 1960 est la première expression des fils de colons qui ont mis en cause les abus de la colonisation. Il se présente comme l'organe de l'*Associação dos Naturais de Moçambique*, née 10 ans plus tôt et qui regroupait les "pieds noirs" tout comme à la même époque, les métis se regroupaient dans l'*Associação Africana* et les noirs dans l'*Associação dos Negros de Moçambique*. A la rédaction de ce mensuel se sont joints ensuite quelques métis. Ce groupe d'intellectuels formés dans les universités de la métropole dans les années 50, adhèrent fortement aux valeurs humanistes et démocratiques. A leur retour au Mozambique, ils mettent leurs compétences professionnelles (surtout en matière de droit et des connaissances d'ingénierie) au service de projets de développement économiques et sociaux, de la dénonciation des injustices et de la défense de diverses catégories de la population en situations délicates tels les indiens, les métis et les noirs. Ces derniers étaient durant la dernière décennie de la colonisation, en raison de leurs résistances anti coloniales et de ce fait soupçonnés de soutenir le FRELIMO, muselés, traqués et facilement mis en prison. De nombreux démocrates, liés par cette décennie de luttes communes, intègreront après le 25 avril 74, le Groupe des Démocrates du Mozambique déjà ouvert au combatif mouvement étudiant de L.M. né dans les années 70. Fidèle à ses idéaux humanistes et démocratiques, ce groupe n'a pu avoir après 1975 qu'une existence éphémère, dont il reste à faire l'histoire.

A – *O Emancipador, Imparcial, Jornal do Comércio*:

La presse comme expression des groupes socio professionnels

1-Quelle est l'opinion qui se dégage vis à vis de la nouvelle politique coloniale ?

Dans le quotidien *O Emancipador*, organe du mouvement socialiste laurentin, les salariés y défendent leurs intérêts en tant que résidents vivant dans une autonomie relative, administrative et politique, par rapport à la métropole. D'où leurs protestations véhémentes tout au long de l'année 26 vis à vis de la nouvelle politique coloniale (de João Belo): rejet de la loi sur la presse qui veut réguler les libertés, critique du journal *Acção Nacional* considéré comme le porte parole local du "fascisme" (juin 26), opposition aux nouvelles mesures administratives voulant remplacer les Hauts Commissaires par la tutelle directe du Ministre des Colonies (oct.26).

L'hebdomadaire indépendant *Imparcial* qui paraît entre 1922 et 1929 est très orienté sur les problèmes de la colonisation agricole, en particulier celle de la province de Mozambique. Proche de l'Associação do Fomento Agrícola da Província de Moçambique qui avait déjà publié en 1926 un projet de colonisation agricole, le journal réitère l'urgence de l'investissement de capitaux par la métropole afin d'encourager une colonisation des terres¹⁰ par une population blanche portugaise, cette dernière étant encore massivement constituée de fonctionnaires et de commerçants confinés dans la zone du littoral. (20/7/29) Le journal note, sans commenter, l'importance numérique de la population indienne de cette province (7.980 indiens, 14.447 portugais et 8.997 métis) qui se livre à la culture du coton et à la commercialisation de la cacahuète. Cette manière de chiffrer, sans expliquer, suppose que le lecteur a connaissance de ce qui se passe ou qu'on ne veuille rien en dire. Or ce qui se passe renvoie à la complicité des colons portugais et des indiens dans l'extorsion des terres des africains, dans un "régime de servitude féodale", usant de "procédés immoraux" d'exploitation et s'accordant avec le "commodisme" des administrateurs coloniaux. C'est dans ces termes durs que le rapport officiel de Pinto CORREIA¹¹ relatera, en 1937, de façon détaillée et sans concession, l'histoire agricole de cette province. Pour ces colons il ne s'agit surtout pas que la métropole (avec ses lois et ses inspecteurs) intervienne dans leur système d'exploitation. Pour ce qui intéresse directement notre étude, c'est à la fois la reconnaissance du nombre non négligeable de la population indienne et le flagrant déni de son rôle. Les indiens existent, on le sait, on les chiffre mais on ne leur reconnaît aucune épaisseur existentielle

Le quotidien *Jornal do Comércio* qui paraît entre 1918 et 1932 se présente comme "l'organe de défense des intérêts généraux de la colonie de Mozambique". Il est écrit par des colons écoeurés de la défaillance d'un projet national dont "la langue, (sous entendu, portugaise) pierre angulaire de la nationalisation d'outre mer, aurait dû être obligatoire dans les opérations de comptabilité et de publicité... En raison de l'incurie de l'administration et du manque d'esprit patriotique, nous avons laissé se développer parmi les masses dominées ce qu'il y a de plus beau et de plus vital : leur langue."(2/8/31) Journal de colons qui se sentent abandonnés par la métropole leur "madrasta" plus préoccupée à peupler et à développer l'Angola. Bien que les territoires des compagnies à charte soient déjà passés à l'administration de l'Etat, telle la Compagnie du Nyassa, rien n'y est encore fait pour installer décemment les fonctionnaires (13/5/30). Plus grave est l'absence d'un plan de développement agricole qu'ils appellent de tous leurs vœux. Ainsi argumentent-ils: "Il est bien connu que l'europpéen qui possède la terre, ne la travaille pas. Ce monopole (c'est nous qui soulignons) revient aux indigènes. Des écoles professionnelles agricoles conviendrait à leur nature qui serviraient les colons et leur serviraient dans leurs machambas"(8/5/30). Ils s'opposent à un projet de recrutement des travailleurs pour les mines de Rhodésie du Nord qui préjudiquerait sérieusement le développement agricole dans les districts de Nyassa et de Tete où les planteurs manqueraient alors cruellement de main d'oeuvre (29/5/31).

2-Quelle vision cette presse nous offre-elle de la crise de 29 ?

¹⁰ En effet, dans le nouveau plan économique mis en place dans les années 30, tout le nord du Mozambique a été transformé en un immense champ de coton. Cela durera près de 27 ans, jusqu'en 57/59. Cet arrêt brutal sera attribué au coût du coton sur le marché mondial bien inférieur à celui que la métropole avait fixé pour l'achat de celui en provenance de sa colonie.

¹¹ Cap. Armando Eduardo Pinto Correia, Relatório da inspecção ordinária às circunscrições do Distrito de Moçambique. Vol.1 et 2, L.M., 321p. et 218p, dactylographié. Arquivo Histórico de Moçambique/ISANI/caixa 76.

Les ouvriers laurentins sont très attentifs à la conjoncture internationale de la fin des années 20. *O Emancipador* consacre des articles de fond aux conséquences de la crise mondiale de 29 provoquant une cherté de la vie “dont la responsabilité incombe à la Métropole et aux commerçants” (16/12/29); à la montée du fascisme en Italie (oct.29); à l’éveil du prolétariat en Inde (dec.29) et à l’annonce même de la mort d’Agpatrai, grand révolutionnaire indien (27/3/29). Ceci n’empêche pas qu’en raison de *leur organisation corporatiste*, ces ouvriers laurentins ne s’ouvrent à aucun autre segment de la classe ouvrière de la colonie. L’Associação de Mútuos Auxiliados Operários Indianos (goanaise) créée en 21 n’est que subrepticement évoquée pour son 6^e anniversaire (20/6/27). *O Emancipador* relate aussi en 26 et 27 les résultats des élections de l’União Indiana, association de commerçants, fondée en 25 par les indiens originaires de Damao et Diu. Les élections de 27 nous renseignent sur la composition exacte des membres du bureau : tous indo-portugais (musulmans et hindous). Le président est un goanais, le vice président, un sunnite (Amod Sacoor), le trésorier un ismaélite (Nadim Rustomjee Avassia) et parmi les membres, un autre chiite (bohra ? Daud Issa Dadabai).

Avec la crise de 29 et avec la montée du chômage qui se fait sentir dans la colonie, c’est le thème des “étrangers” qui est fortement attesté dans les colonnes du *Jornal do Comércio* pour lequel la solution au chômage ne réside pas dans la limitation du droit des nationaux (peninsulaires) à l’émigration, mais dans la restriction de la concurrence que leur font les étrangers, nommément les “asiáticos”. “En un seul jour, 66 passagers provenant des Indes Britanniques ont débarqué dans le port de Mozambique...une telle émigration rend impossible la vie des européens dans cette zone” (9/5/30).

Etrangers, *asiáticos*, indo britanniques; telles sont leurs appellations à la descente des bateaux. Mais sitôt résidents dans la région de Mozambique, ils sont affublés du nom de “monhês” s’adonnant au commerce de marchandise volée qu’ils “achètent aux noirs” et vivant comme de respectables et respectés musulmans !¹² (9/5/30)

Au hasard d’un article sur les conséquences de la crise de 29, on lit que ces étrangers sont pourtant très utiles en tant qu’opérateurs de change¹³.

Monhês concurrents et voleurs, opérateurs de change utiles -qualificatifs récurrents de la littérature officielle et officieuse- ne sont contre balancés, dans ce journal, par aucune reconnaissance professionnelle. Cette représentation totalement négative des indiens et en particulier des indo britanniques contamine le contenu des nouvelles internationales. Ainsi, le combat de l’Inde pour son indépendance est réduit à de brèves anecdotes¹⁴ ou à des faits divers commentés dans la dérision¹⁵.

B – Acção Nacional, O Direito :

La presse, expression de positions politiques contrastées.

Acção Nacional (hebdomadaire ultra nationaliste, porte parole de la Nouvelle République) et *O Direito* (quotidien des partisans de la Première République) en offrent un exemple.

Dans sa polémique avec le journal Impartial au sujet des prazeiros de Zambézie, *Acção Nacional* défend une version dure¹⁶ de la définition de l’identité et de la nationalité au sein de l’Empire portugais.

¹² “A cidade vegeta em pleno lixo, concorrendo para isso a imundice das lojas repelentes dos monhês” (9/5/30). “Não há muito tempo que um monhé respeitável comprou a uns pretos uma porção de caixas de petróleo que tinha sido roubado a uma firma desta cidade... e continua a fazer muito tranquilamente o seu negócio como bom maometano e honrado comerciante que é” (9/5/30).

¹³ Pour transférer l’argent à la métropole “il suffit d’aller chez le “monhê” et pour 1300 escudos nous achetons 10 livres. Par la Banque nous envoyons un chèque de ce montant qui sera échangé au taux de 110\$ la livre. Le préjudice, par les temps qui courent, n’est qu’une bagatelle de 20\$” (*Jornal do Comércio* 25/9/31).

¹⁴ “Charlot rencontre Gandhi à Londres. Ils passent ensemble la soirée chez un médecin indien” (23/10/31).

¹⁵ “Le prince indien Singh, délégué à la conférence de la table ronde, a été volé dans un hôtel de Londres pour une valeur de 10.000 escudos. Les voleurs l’ont allégé de tous les bijoux avec lesquels il avait l’intention d’étonner quelque miss blonde” (18/12/31)

¹⁶ Le débat dans la métropole concernant la conception de la “portugalité” et de la “nationalité” ainsi que leurs conséquences au niveau des pratiques “d’assimilation” ou “d’exclusion”, s’est polarisé dans les années 30, grosso modo autour de deux versions. Pour la version dite dure n’entre dans la “portugalité” que ce qui est blanc et catholique. Ce fut d’ailleurs la version traditionnelle liée à l’expansion de l’Empire portugais dont l’expression la plus avancée formulait le principe de nationalité comme un “droit naturel” (Luis Correia et António Vaz Cabaço pour le 16^e siècle et João Pinto Ribeiro au 17^e siècle). La nationalité se fonderait sur la libre et spontanée adhésion des personnes dans la communion de la civilisation vers laquelle accèdent les

Impartial avait présenté un projet de création d'une ferme expérimentale par les "donos do Norte" dans le district de Quelimane. Acção Nacional rétorque qu'il serait préférable de les appeler "soberanos monhês" (24/9/26). Dans ce contexte, "monhês" (terme déjà très péjoratif désignant les indiens) est étendu à tous les métis confondus car nous savons que la majorité des prazeiros sont des métis¹⁷ (portugais, goanais, africains). Dans l'esprit d'Acção Nacional il s'agit d'opposer les "portugais purs" à tous les métis. Seuls les premiers devraient construire un Mozambique portugais.

Dans *O Direito*, quotidien républicain qui s'arrête en octobre 33 avec la censure, la présence des indiens y est attestée d'abord dans les rubriques à portée internationale, puis dans celles relatives aux problèmes économiques qu'affronte la colonie et enfin dans celles de la vie quotidienne laurentine. Ainsi:

Attentif aux *mouvements de libération nationale en Inde* et aux démarches du Congrès (Gandhi/Patel), le journal consacre maints articles de fonds et éditoriaux (5,7,8/1/32 et 23/2/32) à la situation en Inde, talon d'Achille des anglais, regrettant de ne pouvoir accéder à des informations directes en raison de la censure britannique.

L'Inde c'est aussi Goa, à la fois portugaise et indienne, où se déroule la cérémonie de l'inauguration d'un monument à la mémoire de Francisco Luis Gomez (1829-1929) écrivain et économiste goanais. L'article (3/2/32), vibrant d'humanisme, ne manque pas de rapporter l'inscription se trouvant au pied du monument "Il appartient à la race qui a composé le Mabharata et qui a inventé les échecs; deux conceptions qui renferment quelque chose d'éternel et d'infini". Mais entre la représentation positive et humaniste de cette Inde lointaine et celle prosaïque des indiens du Mozambique, le gap est grand.

C'est à travers les *deux problèmes économiques* épineux qu'affronte la colonie: les conséquences de la crise de 29 et la définition par l'Estado Novo d'une nouvelle politique pour tout l'Empire, que ce quotidien réserve un traitement spécifique aux indiens.

Le problème du chômage, déjà sérieux au Portugal, le deviendrait tout autant au Mozambique qui n'est pas en mesure d'absorber des" immigrants analphabètes "comme le font le Brésil et les Etats Unis. Une enquête vient de montrer qu'il y a 4 millions d'analphabètes au Portugal sur une population de 6 millions d'habitants. Si c'est pour transporter des sacs de café, les africains le font aussi bien! Les numéros du 13, 15 et 16/1/32 fustigent la métropole "qui ignore tout de la situation de la colonie". Pour résoudre le chômage, il faudrait d'une part mettre fin "à la politique de tolérance vis à vis de l'entrée des étrangers et des nationaux" bien que "pourraient entrer et résider dans la colonie, quelque soient leur nationalité ou leur race, ceux qui sont détenteurs d'un dépôt bancaire d'au moins 1000 livres ou de biens immobiliers d'une valeur équivalente". Il faudrait d'autre part "décider d'un quota obligatoire du personnel de nationalité portugaise dans toutes les firmes (commerciales, industrielles et agricoles)". Les débats sur les quotas rapportés par le journal ne concernent en fait que les indiens. Ainsi, dans les vifs propos qu'échangent *l'Associação Comercial dos Lojistas* (qui exige un quota de 70 % de nationaux) et la *Comissão dos Desempregados avec la Câmara do Comércio Indiana* (6 et 11/2/32) nous trouvons réunis d'une part un condensé des préjugés des petits colons blancs à l'égard des commerçants indiens – ("les casas dos monhês ne payent pas des salaires comme les maisons anglaises ou portugaises"; "les 1000 livres exigées à l'entrée des indo britanniques" sont peu de choses proportionnellement aux millions qu'ils font sortir chaque année de la colonie"; "leurs livres de compte et leurs opérations commerciales ne sont pas rédigées dans une langue européenne¹⁸ donc suspectes et frauduleuses") – et d'autre part l'intériorisation par la *Câmara do Comércio Indiana* de cette représentation négative d'elle même: les quotas imposés provoqueraient des conflits entre employés et

populations jusqu'alors barbares et, en particulier, dans leur participation à la foi catholique. Au fil des années 30 à 60, ce courant s'avère dans l'incapacité, du moins théorique, à récupérer sa propre histoire coloniale. L'autre version, dite "luso tropicale" induite à partir de l'expérience brésilienne défendue par G. Freyre dans les années 30, cherche à intégrer, au nom d'une miscégenation de fait, l'ensemble des peuples et des croyances. Elle se pense aussi comme la seule posture théorique, capable d'assimiler le passé arabe et l'histoire coloniale du Portugal. Ce courant défendra toutes les tentatives d'"assimilation" et de "nationalisation" qui se réaliseront dans les années 50/60. Il n'en demeure pas moins que cette vision impliquera toujours une hiérarchisation des peuples de l'Empire appelés à "s'aliéner" dans la "culture portugaise".

Dans le cas précis du Mozambique, où l'expérience de miscégenation des colons est faible par rapport à celle de l'Angola voisine, les mises en pratique des mesures de "nationalisation" et d'"assimilation" se sont faites beaucoup plus tardivement et beaucoup plus faiblement.

¹⁷ voir les remarquables études de: Capela, J. (1995) *Donas, Senhoras e Escravos*, Ed. Afrentamento; Isaacman, A. (1972) *Moçambique: The africanisation of a European institution, the Zambesi Prazos, 1750-1902*. Madison, Univ. of Wisconsin Press.

¹⁸ Cette accusation disparaîtra dans les années 30 avec la nouvelle législation qui exigera la tenue de cahiers de comptes en portugais ou dans une langue européenne

employeurs et il ne se trouverait pas de portugais disposés à servir des patrons “monhês”. Comme cela s’est déjà présenté antérieurement, l’autorité gouvernementale, en l’occurrence le *Director dos Negócios Indígenas*, tranchera selon le statut quo habituel qui ne portera pas préjudice aux indiens: résoudre le chômage local¹⁹ en consentant à un quota raisonnable d’emplois pour les étrangers et interdire toute immigration à l’exception des étrangers détenteurs de capitaux car ils créent des emplois (12/2/32).

Quant à la nouvelle politique de l’Estado Novo, *O Direito* rappelle qu’elle est élaborée par des hommes issus d’une dictature(10/2/32),”nouveaux bacheliers, sauveurs de l’Outre mer, formés à l’Ecole Coloniale”(11/1/32). Or le Mozambique ne peut se contenter ni d’une place de fournisseur de matières premières (coton, sucre) pour la métropole, ni de débouché à l’industrie métropolitaine. La mise en route de lois protectionnistes entraîneront au sein de l’Empire la ruine des colonies (13/10/33). A ce courant de conclure qu’il faut impérieusement protéger la place du Mozambique sur les marchés étrangers, c’est à dire l’intégration régionale pour laquelle ces républicains se sont toujours battus. La colonie a tissé des liens économiques²⁰ vitaux avec l’Union Sud africaine : chemin de fer, recettes du port de L.M., convention pour le travail dans les mines du Rand. Mais cette défense d’une *économie politique libérale* s’associe avec celle d’un *Mozambique portugais*. Ainsi A. Nobre de Melo, avocat qui écrit de nombreux articles de fonds sur la crise monétaire, s’interroge sur ce qu’il appelle une “totalité inexistante” (28/1/32) “Quelle valeur aurait une nation qui possède plusieurs colonies, si à l’intérieur, la langue, les us et coutumes, la monnaie sont des *padrões (modèles)* étrangers?²¹. Qu’il y ait des entrepôts commerciaux²², soit, mais qu’ils soient portugais! Nous achetons tout en or... mais cet or est très vite exporté, perdu.” Ce que laisse deviner le dépit de l’avocat A. Nobre, c’est que les indiens comme les anglais dominant la vie économique de la colonie; c’est que les indiens comme les africains sont résistants et rebelles aux efforts de conversion des missions catholiques. Pour Nobre comme pour les républicains de la colonie, il y a une “portugalité” à défendre au Mozambique et qui n’est pas identique à celle à laquelle prétend la métropole. Il s’agit d’affirmer l’existence d’une colonie portugaise (dont les marqueurs identitaires sont encore faibles: langue, religion, coutumes et monnaie) dans un espace mozambicain propre, inféodé à une économie libérale régionale.

Dans cette définition d’une portugalité comme “achievement” (projet avenir), les indiens et a fortiori les africains sont tout à fait absents. C’est un débat entre les Blancs portugais de la colonie et de la métropole, débat fortement orienté envers la défense des intérêts prévalents des uns ou des autres.

C’est dans les rubriques relatives à la *vie quotidienne laurentine*, que nous avons rencontré quelques brèves allusions aux indiens: rubriques de nécrologie, jugements des tribunaux, sessions de la municipalité, ventes aux enchères, courrier des lecteurs, récits de voyage de Ismaël Costa, ancien administrateur de Mutarara durant la première guerre mondiale.

Dans son récit de voyage (25/1/32) entre Chiromo et Blantyre, I. Costa aperçoit de rudimentaires “cantinas de monhês”. Il déplore que le gouvernement portugais ait obligé la “comunidade indiana” à construire ses établissements de commerce en dur, sous prétexte que son argent s’investirait davantage dans la colonie. N’y aurait-il pas meilleur moyen pour que cet argent s’y fixe? se demande-t-il.

Un lecteur anonyme, partant du même constat, explique que si une partie des cantinas des monhês n’a pas disparue, c’est qu’elles servent toujours aux “pretos” qui vivent dans le “mato”. Dans ce cas, “ne vaut-il pas mieux accorder aux agriculteurs (portugais) la permission de commercer sur leurs propres terres?” (1/2/32).

Si les deux articles soulignent la pertinence du modèle des “cantinas “indiennes toujours vivaces, l’intérêt de l’ex-administrateur pour le développement de la colonie (par et avec les indiens aussi) est quelque peu différent de celui du colon qui désire les exclure du commerce qui reviendrait alors aux mains des agriculteurs portugais.

S’agissant de la dénomination des indiens, chez nos deux auteurs, tout comme dans les vifs propos échangés entre la Camara do Comércio Indiana et la Comissão dos Desempregados, est utilisé le terme

¹⁹ A L.M., il y a 280 chômeurs européens, 26 indiens et 21 d’autres races”(O *Direito* 22/1/32)

²⁰ Ces liens économiques vitaux avec l’Union Sud africaine ne seront pas remis en question par le nouveau régime mais ils connaîtront certains aménagements afin d’assurer une plus grande souveraineté de la métropole: ...

²¹ De fait, beaucoup plus que le portugais, l’anglais était la langue des échanges dans la colonie; les *missions catholiques* se sont toujours heurtées non seulement à la gentilité des populations africaines mais surtout à la résistance des populations islamisées du littoral et du nord, sans parler de leur impossibilité à pénétrer les communautés indiennes hindoues ou musulmanes; les *comportements urbains*, à forte composante ségrégative de la part des colons portugais, avaient pour modèle ceux de l’Union Sud africaine. Quant à la *monnaie*, c’est à partir des années 30, que l’escudo mozambicain s’est imposé au détriment de la diversité des monnaies: livre sterling, roupie, thaller ... Jusqu’en 1942, dans le territoire de la Compagnie de Mozambique (Manica et Sofala) une monnaie dénommée livre, circulait toujours, copiée sur celle de la Rhodésie: ...

²² Une partie des entrepôts commerciaux resteront entre les mains des étrangers, bien que l’Estado Novo procèdera progressivement à la nationalisation des compagnies à charte.

péjoratif de “ monhés ”. Il est vrai que l’administrateur parle aussi de “ communauté indienne ”, catégorie holistique qui renvoie à un ensemble s’opposant à un autre (eux/nous) et qui fait l’économie de tout profil concret. Dans les éditoriaux du quotidien et dans les articles savants concernant la crise économique, c’est le terme “ d’immigrants étrangers ” (englobant théoriquement les indiens, les anglais et les autres européens) qui est usité, laissant aux lecteurs le soin de le réduire concrètement aux “ asiáticos ou indo-britânicos ”.

Peut-on conclure que ces défenseurs de la Première République donnent l’image d’une société coloniale basée sur *l’entrecroisement d’intérêts économiques* et sur *la juxtaposition de groupes* qui fonctionnent de manière quasi étanche? Un peu à la manière dont Furnivall²³ décrivait le fonctionnement des sociétés multiraciales tropicales et coloniales d’Afrique orientale. Dans cette représentation sociale segmentée, les indiens ne peuvent être vus que sur la place du “ marché ” tout comme les africains ne peuvent être appréhendés qu’en tant que main d’oeuvre corvéable. Mais cette représentation est appelée à se fracturer dans les années 30 parce qu’un *Etat fort*, avec un projet national et de développement les embarquera dans une histoire à la fois impériale, portugaise, indienne et mozambicaine. Autrement dit, c’est lorsque le regard et les pratiques de l’Etat les “ embarquent ” et les différencient et lorsque eux-mêmes commencent à “ assumer ” cette altérité, qui les situe dans *un champ social et culturel* (et non seulement économique) *commun* (même partiellement), qu’on pourrait parler de l’émergence des identités sociales dans la diaspora indienne.

C – La revue *Africana*:

Une approche culturelle distanciée

Africana se démarque de l’ensemble de la presse, issue de cette société coloniale, que nous avons examinée pour les années 30. Cette revue laurentine ne défend ni des intérêts corporatistes de la société coloniale ni ne se présente comme le porte parole des “ naturels ” tel *O Brado Africano* qui, d’ailleurs, n’a jamais caché, depuis sa fondation en 1918, une hostilité très forte envers les indo-britanniques, puis au fil des ans envers tous les indiens, goanais et indo-portugais compris.

Africana est une revue littéraire mensuelle dont la durée de vie fut éphémère (d’avril à décembre 33). Y collaborent la fine fleur des écrivains, des romanciers et des poètes de la métropole²⁴ et de la colonie, diffusant les littératures portugaises et étrangères contemporaines, des articles substantiels sur l’actualité (telle la préoccupante montée du nazisme) et sur des courants d’idées neufs (Freud et la psychanalyse). La revue publie tout au long de ses numéros une histoire de l’Inde et de l’Empire colonial portugais rédigée par Armindo Monteiro.²⁵

Etrangement, c’est dans cette revue destinée au public éduqué de la colonie, que nous avons rencontré la plus grande concentration d’encarts publicitaires des maisons de commerce indiennes. Ces encarts constituent l’unique trace de leur présence dans la vie de la colonie car aucun texte ou aucune illustration ne les évoque. Sur un total de 29 encarts parus dans le premier numéro, les maisons indiennes en occupent 13 et ne seront plus que 7 dans le dernier. A l’exception de 2 maisons de commerçants hindous, les autres appartiennent à des commerçants indo-britanniques dont certains sont déjà très en vue à l’époque. D’ailleurs nous les avons toutes retrouvées signalées dans *l’Anuário* de L.M.(1932). Elles regroupent des activités d’import/export, de commerce de gros et de détail (textile, mode et confection, produits orientaux, grains, bijouterie, horlogerie) destinés tant aux colons blancs qu’aux indigènes.

Pourquoi et comment une revue à caractère élitiste et à diffusion restreinte a-t-elle pu mobiliser les maisons de commerce indo-britanniques, dont les encarts publicitaires étaient quasi inexistantes dans la presse examinée ci-dessus. Quelles sont les raisons qui ont poussé ces commerçants à y participer ?

La rédaction d’articles distants de la vie de la société laurentine, plus ouverts sur les courants de pensée qui se développent en Europe et sur une nouvelle façon d’incorporer l’histoire des peuples de l’Empire colonial

²³ Furnivall, *Tropical Societies under Colonial Domination* ainsi que la critique de Morris dans son article “Indians in East Africa. A study in a Plural Society”, parue dans *British Journal of Sociology* 7, n°3, Oct.56, pp 194-211.

²⁴ Dont Aquilino Ribeiro, éminent écrivain à la sensibilité socialiste; Albino Ferraz de Sampaio, M. Teresa et Serafim de Vasconcelos.

²⁵ Armindo Monteiro a été l’idéologue du colonialisme portugais du temps de la République et de l’Estado Novo et Ministre des Colonies de Salazar dans les années 30 “La colonisation est la fonction historique de la Nation portugaise, son essence organique (telle qu’elle a été consignée dans l’Acte Colonial). Sa finalité réside dans un équilibre général économique, financier et social entre la Métropole et l’Outre Mer”. La politique coloniale doit se tourner vers “une intense nationalisation des hommes et des choses et en particulier dans la création d’une mentalité portugaise parmi les indigènes” A. Monteiro, *As grandes directrizes da governação ultramarina no período que decorreu entre as duas guerras mundiais*. Lisboa, 1942.

(qui est pourtant la version officielle du nouveau régime) expliquerait-elle l'afflux des publicités des commerçants indo-britanniques? Et le déclin de leur nombre renverrait-il simplement à l'inéluctable arrêt de la revue en raison de la censure qui s'abat sur toute la presse à partir de 1933?

D – Notícias de Lourenço Marques:

Une vision du nouveau modèle colonial.

Fondé le 15 avril 1926, juste avant la fin de la 1^o République, ce quotidien est devenu le journal officiel qui a traversé toute l'époque coloniale et qui se maintiendra jusqu'aujourd'hui. Il nous donne de la présence des indiens dans la colonie, une image relativement plus concrète et plus précise que les autres journaux. L'intérêt de sa lecture réside dans le traitement différent des thèmes récurrents évoqués en 1926 et en 1932, c'est à dire avant et après l'institutionnalisation de l'Acte Colonial.

1-L'intégration régionale : la société sud africaine comme modèle et la nécessaire législation portugaise

Sous les intitulés "*problème indien*", "*présence indienne*" et "*question asiatique*", divers articles de 1926 (25/4; 17/8; 15/9; 10/11; 6/12 attestent de l'intérêt porté aux solutions que l'Union Sud africaine envisage adopter vis à vis de sa population indienne: le nouveau projet de lois et son approbation par le parlement du Natal, la ségrégation comme principe de la vie sociale, la rencontre des autorités avec Gandhi...Sans affirmer clairement, comme les autres journaux de l'époque, que des mesures similaires seraient souhaitables pour le Mozambique, la préoccupation majeure demeure l'absence d'une législation portugaise pour arrêter un éventuel repli des indiens vers le sud du Mozambique. Ainsi s'interroge-t-on sur la porosité des frontières qui laisseraient passer les indiens en provenance du Natal et qui "disent" rentrer en Inde; ou encore ceux qui à Durban sont refoulés en raison de la variole qu'ils "amènent". Pour cela toute l'attention est demandée au gouvernement vis à vis du mode de vie des "asiáticos" qui mêlent dans un même espace, leur vie privée, leurs activités domestiques et leur commerce.

Inversement, à cette même époque, le regard que porte l'Union Sud africaine sur le Mozambique provoque un certain malaise. Une délégation de l'Union, à son retour d'Inde, passe par le poste frontière de Ressano Garcia, qu'elle décrit comme "une longue rue bordée de boutiques d'asiatiques. Nous nous sommes demandé si les portugais se préoccupaient comme nous de la présence asiatique. La réponse semble négative, car ici les indiens de toutes les couleurs fourmillent, poursuivant par centaines les indigènes qui reviennent des mines du Rand" (21/10/26).

En 1932 la question indienne se transforme en "*notice de l'émigration*" où on peut lire par exemple l'autorisation du gouverneur général au débarquement de quelques passagers indo britanniques et au refoulement des autres vers l'Inde (6/10/32). S'agit-il de montrer qu'une loi enfin fonctionne dans la colonie ? Le rapport (26/10/32) sur la rencontre de la Chambre de Commerce du Mozambique avec celle de l'Union Sud africaine concernant l'émigration de la main d'oeuvre mozambicaine et la question du paiement différé²⁶, adopte un ton mesuré. Le poste frontière de Ressano Garcia, fourmillant de cantineiros indiens, n'est plus évoqué. Nous verrons plus loin que leur évocation dans *Notícias* sera le fait de quelque colon vétéran que le journal interrogera sur ce qui se passait à Ressano Garcia à la fin du 19^o siècle!

2-Le Mozambique : de 26 à 32, le fonctionnement d'une même loi pour tous.

²⁶ Les accords sur le paiement différé établis par la Convention de 1928, entre le Portugal et l'Union Sud africaine, ne changeront pas pour l'essentiel jusqu'en 1977, date à laquelle prendra fin la dite Convention. Dans une première phase, ils stipulaient que 50% des salaires des mineurs étaient versés au Rand et 50% était envoyé au gouvernement de la colonie qui payait les mineurs en escudos à leur retour. En 1964, la révision de la Convention a établi à 60% la part du paiement différé. La question de la réserve or a été capitale dans l'économie du Mozambique. Elle a permis à la colonie de régler sa dette envers la métropole entre 58 et 65. Signalons que jusqu'en 71, l'once d'or valait 35\$. En 73, avec la crise du pétrole, son prix a grimpé à 150 \$. Ceci a permis au Mozambique indépendant en 74, de réaliser jusqu'en 77, des gains substantiels résultant de la vente de son or. Cf. Pereira Leite, J. "La reproduction du réseau impérial portugais: quelques précisions sur la formation du circuit de l'or, 1959-1973." in *Estudos de Economia*, ISEG, vol 10, 3, avril-juin 1990. Les retours des mineurs étaient très attendus au poste de Ressano Garcia jusqu'en 1930, puis à celui de Joao Belo, par des centaines de "cantineiros" (majoritairement "asiáticos") afin d'extorquer par tous les moyens (surtout en offrant femmes et alcool) les salaires des mineurs.

Concernant la *question du chômage*, et à la différence des autres journaux qui sont partis en croisade hargneuse contre les indiens, les articles publiés par *Notícias* reconnaissent leur bonne volonté²⁷ de se conformer aux nouvelles dispositions de la loi et rappellent que la structure du travail dans leurs maisons de commerce ne permet pas de résoudre le problème des chômeurs qualifiés. Leurs employés dit un lecteur, homme de loi, sont de “véritables bébés et les employeurs payent des salaires de misère.” D’où la nécessité de lois réglementant les minima d’âge et de salaire.(16/12/32)

Un autre thème récurrent concerne la question des *faillites*. Nous ne sommes pas en mesure d’énoncer si elles ont augmenté en raison de la crise entre 1926 et 1932, mais comme précédemment, c’est la façon d’en rendre compte qui est significative du changement.

Les différentes occurrences de cette rubrique en 1926 (15/9;14/10;14/12) font l’objet de longs articles sur l’écriture en langue non européenne²⁸ des livres de compte, sur les opérations suspectes de “peu de moralité commerciale”, sur les faillites en tant que stratagèmes pour la fuite des capitaux vers l’Inde...Il est expressément demandé au gouvernement d’intervenir à l’aide d’une législation efficace et coercitive dans l’utilisation des seules langues européennes et de prêter “une grande attention à la façon dont les *asiáticos* s’enrichissent dans cette capitale”.

En 1932, les faillites entrent dans la rubrique des marchandises vendues aux enchères ou dans celle des jugements civils et commerciaux du tribunal d’instances de L.M. (7/11;18/12;26/12;27/12). En fait très peu de cas de faillites étaient annoncés de la sorte en 1926. Nous savons que ces déclarations de faillite correspondent à une stratégie²⁹ pour ne pas rembourser les crédits empruntés ou pour échapper à la fiscalisation. Avec ce type de déclarations les indiens gagnaient du temps car la procédure de reconnaissance officielle pouvait durer 3 ou 4 ans. Ce qui permettait de fuir ou de réinvestir sous le nom de quelqu’un d’autre.

On ne peut qu’être frappé par la différence dans le ton global des articles de 26 et de ceux de 32. Cette différence est un des signes qui nous donne la mesure du changement voulu par l’Acte Colonial. Des appels pathétiques lancés en 26 par les colons au gouvernement afin d’édicter une législation et de se donner les moyens de l’appliquer, du vocabulaire de méfiance qui exprime ad nauseam le stéréotype négatif du commerçant indien, nous passons en 32 à une volonté de faire fonctionner la loi qui devient d’ailleurs le langage dans lequel sont appréhendées les faillites. Elles sont présentées comme des informations formelles et judiciaires concernant autant les indiens que les portugais. Ce que nous mesurons là, ce n’est pas la vérité des propos, mais le repérage du fonctionnement d’un élément symbolique nouveau qui se donne à voir: la loi.

Plus forte est la présence de la loi lorsqu’elle se donne à voir dans la *société civile*: vols, litiges, agressions constituent une autre rubrique privilégiée qui nous donne des exemples concrets de son fonctionnement et une image différenciée de la société.

Pour l’année 26, le “*Desfalque do BNU*” (le vol de la *Banco Nacional do Ultramar*) rapporté dans plusieurs numéros offre un grand intérêt. Le scénario est décrit dans le menu détail. Suite à la déclaration de vol de la B.N.U. sont arrêtés un employé (Antonio Albino da Costa) et le gérant indo portugais de la “Casa Choitram” (7/9/26). Le commissariat de police a recours à un médiateur indo britannique, Abdul Karim Ayob, gérant de la “Casa Coimbra”, maison bien établie depuis 1890, et non moins prestigieuse que Casa Choitram. Ce jour même Casa Coimbra fait passer un encart publicitaire³⁰ (8/9/26).justifiant la liaison de son

²⁷ “Je ne suis pas de ceux qui prendraient la défense des indo britanniques, écrit un homme de loi, mais ils se sont jusqu’alors davantage conformés aux dispositions de la loi que les sujets grecs”. (9/12/32)

²⁸ En fait la loi de 1922 interdisait les écritures comptables dans une langue non européenne. Sa mise en application ne fut effective qu’au début des années 30. Notons que ces injonctions visant les commerçants indiens à mettre en ordre leur comptabilité, ouvraient de ce fait un nouveau marché de travail pour les comptables portugais, comme l’atteste l’annonce suivante adressée aux commerçants: “Tout commerçant honnête se doit d’avoir une comptabilité nette et à jour.” Signé:Santos de Oliveira et H. Casta, ancien bureau de H. Moura et C^a. “Avec les meilleures références, nous acceptons d’établir les comptabilités à la maison”. (15/9/26)

En réalité, ces mesures visent à régulariser la situation des commerçants indo britanniques qui sont majoritaires au sud de la colonie et qui y contrôlent tout le commerce.

²⁹ La *Gazeta da Relação* de L.M. (revue critique des tribunaux dont la publication mensuelle est parue entre mars 1930 et juillet 1931) nous permet d’avoir une vision plus fine de ces procès civils et commerciaux. Les stratégies de déclarations des faillites des indiens sont préoccupantes pour le législateur depuis plus d’une décennie. Leur finalité est la fuite des capitaux pendant que la procédure judiciaire prend son cours. La gazette dénonce un système de crédits en chaîne et de complications entre crédateurs et débiteurs. Porter plainte contre X, n’est donc jamais l’objectif prioritaire de ces déclarations.

³⁰ “M. Abdul Karim Ayob, gérant de *Casa Coimbra*,qui s’est rendu au commissariat de police afin de procéder aux vérifications et éclaircissements des déclarations faites par Albino Costa - vérifications qui se

gérant dans l'affaire. Le 14/9/26, le montant du vol est estimé à 20.000 livres. Le 27/9/26 le tribunal ferme les établissements de Choitram et le 11/10/26 on découvre qu'ont été impliqués da Costa qui doit payer 20.000 livres, Choitram 15.000 et Abdul K. Ayob 10.000! Le journal mentionne que ce dernier est le seul qui a pu payer l'amende et éviter la prison.

Que le tribunal ait eu recours à un médiateur indien, gérant d'une maison de commerce dont les propriétaires constituent la notabilité de la communauté indienne sunnite, n'a rien d'étonnant. Ce qui est étonnant c'est la stratégie du *médiateur* qui gère l'image de cette maison dans la presse avant même que le verdict de son inculpation ne soit prononcée. Ce qui demande non seulement des moyens matériels mais surtout du pouvoir et des liens de reconnaissance et de prestige dans la presse coloniale et avec les autorités administratives.

En 1932 sont répertoriées dans la rubrique "Chronique de la capitale" diverses plaintes pour agressions et vols. Bien entendu il s'agit de celles qui sont parvenues au commissariat de police. Nous constatons que les indiens font surtout partie des plaignants dans les cas de vols qui sont le fait des "indigènes" au service de leurs commerces (17/12/32; 21/12/32) alors que les cas d'agressions concernent les relations entre les indiens et les européens (29/12/32). Dans ces rapports de police, les indiens sont désormais dénommés selon leur appartenance indo portugaise ou indo britannique.

En 1932, Notícias donne de L.M. l'image d'une capitale où doivent se déployer les premiers signes d'une "*portugalité*" absorbant selon un schéma corporatiste les différentes catégories sociales. Ainsi un long article consacré au "Scoutisme et son évolution dans la Métropole et au Mozambique" (24/12/32) fait mention d'un groupe qui vient de se fonder "éveillant l'intérêt de nos jeunes car il est intégralement constitué par des indiens ismaélis qui se sont associés au mouvement sur la demande du Chef Suprême de leur caste". Mis à part les goanais, notons, qu'au niveau de la presse, c'est la première marque de distinction (sans doute aussi voulue comme telle par la communauté ismaélienne) que nous avons relevé au sein de la communauté indienne. Pour le mouvement des scouts ismaélis, c'est un signe de leur adhésion au modèle corporatiste - (nous ne discutons pas s'ils y ont été obligé). C'est aussi une manière de garder la bonne distance (puisque précisément ce modèle ne mêlera pas tous les scouts ensemble, mais s'assurera que dans chacun de ses segments fonctionne le même esprit). En ce sens, le modèle corporatiste d'un état fort ne peut qu'ouvrir une brèche dans les pratiques d'indifférence sociale qui étaient leur lot quotidien sous le gouvernement de la Première République

Un autre exemple rapporté par Notícias en 32, est la contestation d'un lecteur, un "pardo" refusant cette désignation utilisée par le journal et demandant la rectification appropriée. "Ce terme est banni de nos statistiques, dit-il, car les seules races connues sont: la blanche, la noire et la jaune³¹. Où est-on allé chercher la désignation bizarre de couleur "parda" ? S'il s'agit des indiens, pourquoi ne pas les désigner en tant qu'indo-portugais ou indo-britanniques et si ce sont des métis, pourquoi ne pas les nommer comme tels?" (9/12/32). La revendication du droit à être considéré selon des termes que tout un chacun est amené à respecter, permet au lecteur goanais qui se base sur la dénomination de la statistique officielle, qu'il fait d'ailleurs explicitement sienne, de récuser le terme péjoratif de "pardo" et de demander son remplacement par celui de métis ou d'indo-britanniques ou d'indo-portugais. Dans cette identification au législateur, l'interpellant goanais nous dit qu'il fait partie de cette société qui pense que les identités se déclinent selon les races acceptables (dont les métis) et selon les origines sur le sol indien. Certes il n'innove rien, mais il répercute (ou plutôt il prend le droit qu'on lui octroie de répercuter; et cela est nouveau) ce qui doit disparaître des dénominations officielles³² péjoratives telles que "monhés et pardos" et devenir pour un temps transitoire "indo-britanniques et indo-portugais ou métis" en attendant d'être remplacées par "indiens" avant de se fondre dans les années 60 dans les "citoyens portugais".

E – O Brado Africano:

La voix des "naturels "

Cet hebdomadaire bilingue (portugais-landim)³³ qui paraît entre 1918 et 1983 se veut l'organe de défense des "naturels das colónias portuguesas". Il est essentiellement rédigé par des métis, porte parole de "la race noire afin de lui garantir ses droits et de meilleurs privilèges" (11/2/33). Il prône fortement l'idée

terminèrent de façon satisfaisante lundi soir-est déjà retourné à la gérance de sa maison de commerce digne de confiance". (8/9/26)

³¹ Les jaunes, dits *amarelos*, renvoient aux chinois.

³² Tous ces ajustements dans les dénominations des indiens, renvoient aux mesures concrètes liées à l'histoire de la nationalisation et de l'assimilation, telle que l'a conduite l'Estado Novo dans ses colonies. (Qui est portugais? Qui peut le devenir et à quelles conditions? Quelles institutions vont mettre en pratique une certaine vision de l'assimilation? L'église, l'école, l'armée...)

³³ Le landim est la langue des Rongas de la province de L.M.

d'un développement agricole³⁴ de la colonie afin que les africains ne soient plus condamnés à travailler dans les mines d'Afrique du sud.

Dans le dédale d'une représentation de la population en termes de races, de couleurs et d'origines, celle des indiens (purs /métissés; indo-portugais /indo-britanniques; goanais) est une opération délicate. Les articles du *Brado*, pour les années examinées, sont souvent tributaires des circonstances qui accentuent ou minorent des représentations récurrentes.

O Brado prend la défense des indo-portugais, chrétiens et non chrétiens. "Ce sont des colons venus de Diu, Damao et Goa qui se sont fixés dans la colonie afin d'*améliorer et de coloniser notre Afrique...* Propriétaires, fonctionnaires compétents, commerçants, industriels et travailleurs, ils ont été de véritables pionniers alors que les frères de la métropole ont émigré au Brésil, refusant de venir dans ce marécage, considéré comme le territoire des malgaches et des criminels...nous protestons fortement contre ceux qui ont osé les appeler des intrus alors que des métropolitains drainent autant qu'eux l'or et l'argent vers la métropole au lieu de l'investir sur place dans des propriétés et des entreprises" (10/10/31).

Malgré les vexations qu'ils subissent au début des années 30, leur sort demeure plus enviable que celui des africains. *Brado* rapporte (24/1/31) la requête que les goanais ont adressé au gouvernement de l'Inde portugaise relatant les difficultés qu'ils rencontraient dans leur recrutement dans le corps des fonctionnaires en raison de la nouvelle législation qui exige la 5^e année du lycée et qu'ils ne possèdent pas. Ils demandent explicitement à leur gouvernement d'intervenir auprès des autorités compétentes du Mozambique. Commentant cet évènement, et tout en disculpant le magistrat suprême du Mozambique, tributaire de ses informateurs, *Brado* conclut: "Si c'est ainsi que sont traités les indo portugais qui ont recours à une autorité qui peut les défendre, que dire alors du noir, cet étranger nationalisé (nacionalizado) qui ne peut avoir recours à personne?" (24/1/31)

Remarquons au passage le pluriel accordé à la désignation "des indo-portugais" qui contraste avec le singulier molaire pour désigner "le noir", ce qui contribue à la représentation d'impuissance, d'anonymat et d'invisibilité dans laquelle ce dernier est plongé.

Sous le titre "Colonisation et Humanisation", les éditoriaux du *Brado* (19/9/31 et 3/10/31) nous fournissent une vision beaucoup plus complexe de la société coloniale qu'il n'y paraît de prime abord. "Alors que le *monhè* peut monter dans n'importe quel moyen de transport sans être vilipendé³⁵... alors que l'*indo portugais* peut concourir comme cadre dans la fonction publique sans être vu comme un intrus. Et qu'il y a mille variétés de races, de types divers aux couleurs les plus étranges auxquels il est tout donné sans humiliations ni vexations... Le noir a pour disgrâce de porter la couleur du deuil et de la douleur. Hormi les noirs qui vivent dans l'inversion humaine, toutes les races et couleurs ont leur place dans la colonie". En fait, ces éditoriaux font référence à deux modèles : l'un, celui d'une vie quotidienne prise dans des catégories et des pratiques racialisées dont la société sud africaine est le modèle de référence explicite et l'autre, celui que la métropole essaie de mettre en avant en ce début des années 30. Les portugais qui viennent ici, "en terre portugaise (sic) devraient implanter des us et coutumes qui leur appartiennent en propre", toutes qualités liées à la Mère Patrie, opposées à celles "du voisin anglais qu'il est inutile de copier servilement". La métropole serait donc capable de donner un contenu à celui qui est désigné comme le "*natural da colônia* sans distinction de race, de nationalité, de religion et de couleur politique" (19/9/31). Cet espoir du point de vue des "naturels", produits d'un métissage, permettrait alors d'échapper au destin de la ségrégation des populations et des communautés. Du côté du gouvernement, les formes concrètes de l'intégration culturelle, sociale et politique qui auront pour noms les entreprises de *portugalisation, nationalisation et assimilation*, constitueront successivement une opportunité pour les divers groupes vivant dans la colonie (au moins pour une partie) afin d'entrer dans la construction de leurs identités sociales et dans le jeu des relations conflictuelles (partiellement et de façon ambiguë) car la société coloniale demeurera fortement excluante et la nature du régime dictatorial tentera d'en juguler toute expression d'opposition.

³⁴ Profitant de la définition d'une nouvelle politique économique de l'Estado Novo, nous avons déjà rencontré cet appel impérieux au développement agricole de la colonie dans la presse porte parole des intérêts des colons, qui pour des raisons différentes, alléguaient l'endiguement "de la saignée des travailleurs africains abandonnant leurs terres pour le travail dans les mines".

³⁵ Lors de la création du tramway en 1904 à L.M., le règlement élaboré par la municipalité stipulait que les "indigènes" et les "asiáticos" ne pouvaient voyager que dans des endroits réservés, accrochés aux marche pieds, jamais assis dans les wagons. Ce règlement sera assoupli quelques années plus tard et ne seront admis dans les wagons que les voyageurs décemment habillés à l'européenne. En 1911, la ségrégation, résolue pour les asiáticos, perdurait pour les africains. L'exclusion raciale concernait aussi le corps des fonctionnaires. En 1912, la C^o des Tramways avait engagé 33 conducteurs et composteurs dont 4 "pardos" Cf. l'article de V. Zamparoni "Monhés, Baneanes, Chinas, Afro-maometanos. Colonialismo e racismo em L.M. (Moçambique 1890-1940)" in *Lusotopie* 2000 -pp191 à 222.

Si le terme de “natural” englobe toute personne née dans la colonie, comme le prétend Brado, les indiens n’en font cependant pas tous partie de la même manière. Grosso modo, on peut dire que ce journal, en ces années 31 et 32, est préoccupé à mesurer la nature de ce qui fait la différence parmi les populations susceptibles de constituer la catégorie des naturels. Ainsi, les *goanais* qui se sont mêlés aux africains sont presque des “naturels”. Les autres *indo-portugais* chrétiens et non chrétiens, (“os colonos da nossa³⁶ Índia portuguesa”) du fait de leur ancienneté et du partage “supposé” d’une culture particulière fortement influencée par les portugais, viennent en seconde position. Enfin, les *indo-britanniques*, majoritairement musulmans³⁷, demeurent “os senhores indianos” ou “os monhés” et ne font pas partie des “naturels”. Le 9/12/33, Brado leur consacre un article important sous le titre “Associations religieuses musulmanes”. Cet article anonyme met en scène les relations entre les indiens et les africains musulmans. On rappelle tout d’abord le contexte de la campagne de “nationalisation” par la langue et par l’école pour les africains ainsi que la nécessité de l’instruction des indigènes dans des écoles agricoles “adaptées à leur destin”. Ensuite, on dénonce la perte de temps subie par les enfants africains musulmans dans les écoles musulmanes qui mélangent toutes les classes d’âges et qui déprécient l’enseignement de la langue portugaise. Pourquoi donc “os senhores indianos” n’y envoient-ils pas leurs enfants? “Ils sont responsables du retard d’une partie de la jeunesse africaine qui fréquente ces écoles... il faut faire comprendre à l’Association Mahométane que les dépenses d’argent dans des banquets en hommage à Notre Prophète Mohamed ne sont pas supérieures à l’instruction, à l’éducation et à la civilisation”.

Les clivages au sein de ceux qui professent la religion musulmane iront en fait en s’accroissant dans la colonie: d’un côté, les indiens (sunnites et ismaélites) majoritairement indo britanniques; d’un autre, les africains et les métis d’indiens. Des associations les représentent respectivement, sans être pour autant excluantes: l’Association Mahométane indienne (fondée et gérée par les indo britanniques), l’Association Afro Mahométane (regroupant les confréries africaines) et l’Association Anuaril Isslamo (pour les métis indo africains dont la communauté indienne payait en fait toutes les charges de la mosquée et de l’école).

Pour ces années 26 à 33, le quotidien *Notícias de L.M.* est le seul journal qui nous donne à voir les premiers signes de l’intégration de certaines strates de la communauté indienne dans le nouveau projet colonial.

L’ANNÉE 47

A – *Notícias de L.M.*

Dans le contexte de l’après guerre, où l’Estado Novo s’apprête à une évaluation de la politique coloniale en vigueur depuis les années 30, *Notícias de L.M.* de 47 rend compte des événements cruciaux qui croisent cette année l’histoire du Portugal avec celle de l’Inde et de l’Afrique australe.

Sur le plan national, une double commémoration exalte au maximum la fibre nationaliste: celle du 800^e anniversaire de l’expulsion des “mouros” et celle du discours du 28 mai³⁸ de Caetano.

³⁶ Dans la notice nécrologique de Abdul Lalà (11/11/33), musulman indo portugais, *Brado* le présente comme “um velho colono da nossa Índia portuguesa. Muito popular, tão amigo que a sua casa tinha aparência de asilo de mendicidade, viveu sempre nesta terra para onde veio há uns bons 40 anos”

Notons le possessif de *notre* Inde portugaise dans lequel le “natural”, qui écrit l’annonce, s’assimile ou fait semblant de s’assimiler à la posture du colon portugais qui parlerait de son Empire colonial.

³⁷ En 1927, *Brado* avait répercuté dans ses colonnes la cabale qui avait opposé l’association Afro Maométane aux indiens musulmans au sujet de la langue d’enseignement dans les écoles de la communauté. Déjà en 1907, Ahmad Dulla Ismaël avait traduit les textes et les livres scolaires de l’arabe au ronga et diffusait ainsi son enseignement dans son école à Malanga, quartier très populaire de la banlieue de L.M.. Pour des raisons qui nous restent obscures, les indiens musulmans s’y opposèrent fortement et occupèrent en 27 les locaux de l’école (qu’ils finançaient par ailleurs) exigeant que l’enseignement des textes sacrés se fasse uniquement en arabe. Dans ce climat de tension, *Brado* a lancé une réunion “convoquant tous les africains” et le conflit s’apaisa avec la construction d’une école propre aux afro maométans (en zinc et bois jusqu’en 38 et en dur par la suite).

Voir pour la chronologie et le commentaire de cet événement l’article de V. Zamparoni, op.cit.

³⁸ Le 28 mai 1926, l’armée avait pris le pouvoir et mis fin au gouvernement de la Première République minée par les luttes partidaires. Deux ans plus tard, la doctrine de la “révolution nationale” se mettait en place avec

Sur le plan international, les négociations et les émeutes qui se déroulent en Inde, de la veille de son indépendance à la partition Inde/Pakistan, occupent une place de choix dans le quotidien *Notícias*, traduisant une préoccupation claire du gouvernement portugais attentif quant aux conséquences politiques de cette indépendance sur les populations indiennes des territoires de l'Inde portugaise. On note aussi une attention particulière pour les "états musulmans" de l'Union Indienne et pour le nouvel état de Pakistan. Dans la même foulée de préoccupations, les situations spécifiques de la diaspora indienne d'Afrique orientale et australe font l'objet d'une attention particulière.

Quant aux plans de mise en valeur de la colonie, avec les travaux d'infrastructures entrepris à partir des années 40, ce sont les rubriques relatives à la colonisation/occupation des terres, à la culture du coton et aux numéros spéciaux consacrés aux monographies (telles que celles de Ressano Garcia et de Beira) qui traduisent le mieux l'orientation économique mise en oeuvre par l'Estado Novo, liant la métropole au Mozambique.

La vie quotidienne des indiens du Mozambique, se décline dans de nombreuses rubriques telles que les notices festives, les annonces matrimoniales, les publicités personnalisées et les élections d'associations. Que traduit ou trahit ce qui est donné à voir?

Enfin, les publicités des maisons de commerce indiennes constituent en soi un champ d'analyse : quantitativement très importantes (surtout pour les indo britanniques), elles sont riches d'informations (réseaux et types de commerce).

1- L'Empire portugais confronté à l'indépendance de l'Inde et à la création de l'état de Pakistan ; les effets des mesures de la colonisation du Mozambique depuis 1926.

Du 1/1/47 au 14/6/47 tous les numéros de *Notícias* rendent compte avec moult détails de *la situation en Inde* à la veille de son indépendance. Ce sont les différents courants à l'intérieur du Congrès, les analyses sur la situation socio économique du pays, la crise politique et l'absence de la Ligue Musulmane dans l'assemblée Constituante, la position particulière du Penjab et du Cachemire, les problèmes spécifiques des Native States³⁹ dans leur intégration à la grande Inde ainsi que toutes les nouvelles alarmantes (les potentats qui s'arment contre le peuple, les désordres sanglants d'Amritsar, les sikhs qui refusent le plan britannique...)

L'Inde, c'est aussi l'Empire perdu de l'Inde, dont Augustino de Carvalho retrace l'histoire en parallèle à ces événements dans la rubrique "l'Inde et les indiens: histoire, religion et société". Qu'en est-il surtout de l'Inde portugaise dans ce nouveau contexte ? Déjà *Notícias* du 21/1/47 rappelait que l'Inde portugaise, dans le cadre de la Constitution de la République, aspirait à une plus grande décentralisation administrative et une autonomie financière qui impliqueraient davantage les "naturaux de la province dans la gestion des affaires publiques". Le 2/7/47, notre quotidien rapporte l'éditorial de *Diário da Manhã* (Lisbonne) dans lequel le Ministre des Colonies affirme l'existence de "portugais indiens". Cette catégorie hautement assimilationniste culturellement et politiquement est un produit de la colonisation portugaise, "dont a été incapable la colonisation britannique... Si géographiquement Goa est indienne, socialement, religieusement et culturellement Goa est européenne" (30/11/47). Les affirmations fanfaronnées de *Diário da Manhã*, en réaction aux "rumeurs" sur les préoccupations de Nehru en cette fin d'année, cachent le sentiment d'une menace imminente.

A partir de juillet de cette année, apparaissent les "lettres de Nova Goa", sorte de bulletin de la vie de cette colonie ainsi qu'une rubrique non moins importante "le problème de l'Inde portugaise". Dans les lettres, pointe la crainte du retour de l'Inde portugaise à l'Union Indienne. D'où l'intérêt du Portugal vis à vis des indiens musulmans de l'Union Indienne et vis à vis de Karachi, qui s'exprime sous forme anecdotique⁴⁰, révélant le souci de l'administration de Goa de compter sur une certaine population et de se préparer à un éventuel repli. Même les indo-portugais du Mozambique n'échappent pas à ce climat de suspicion confirmé

le gouvernement civil dans la personne de Salazar, appelé à la présidence afin de résoudre le chaos social et le retard économique.

³⁹ Cette rubrique n'est pas anodine puisque la quasi totalité des indo-britanniques installés au Mozambique sont originaires du Gujarat, province, qui sous l'administration britannique, comptait le nombre le plus élevé de Native States qui posèrent des problèmes spécifiques quant aux modalités de leur intégration à l'Union indienne lors de l'indépendance. Cf. Memon, V.P. (1956) *The story of the Indian States.*, London, 500p. ; Wood, J. "British versus Princely legacies and the Political integration of Gujarat" in *Journal of Asian Studies*, vol.49, 1, nov.1984, pp 65-99.

⁴⁰ Citons par exemple "Le Nizam de Hyderabad offre 20 bourses d'études à des jeunes musulmans de Goa. Nous avons pu très rapidement trouver 5jeunes dans chaque district" ou encore "A Karachi sera fondée l'organisation de la jeunesse goanaise (a mocidade goesa) qui aura des liens avec l'Association essaimée dans le reste de l'Inde"

dans les propos du président de l'Association indo portugaise de L.M. lors de la fête de confraternisation "J'espère revoir, dans ce centre les indo portugais, qui depuis un temps s'en sont éloignés. Ce centre ne peut être voué à l'oubli par ses fils". (22/9/47).

Quant aux effets de la politique de "colonisation" de l'Estado Novo au Mozambique, nous pouvons les saisir à partir *des numéros spéciaux* de *Notícias* qui sont consacrés à ce thème. Ainsi, le *numéro spécial* de *Notícias* du 21/1/47 est dans sa quasi totalité consacré à la région frontière de *Ressano Garcia* (R.G.). De longs entretiens avec les plus anciens colons évoquent son histoire: l'église, les indigènes revenant des mines du Transvaal, le club récréatif. Seul le colon le plus anciennement installé (en 1913) témoigne de la présence des indiens "Il y avait en ce temps là seulement deux maisons de commerce européennes, le reste était entièrement aux mains des asiatiques". Nous resterait-il à conclure que leurs maisons de commerce ont totalement disparues en 47? Absentes dans le texte, les encarts publicitaires sont là pour nous dissuader de notre méprise.

Sur les treize encarts publicitaires, cinq appartiennent à des maisons indiennes dont quatre hindoues: Casa Tigre (Jesang Devraj), Casa Gokan (G.K.Raichura, fondée en 1925), Casa Baboo (Kakoobai), Casa Mohane (M.Jadavji et C^o) et Casa Sidat (M.Moossa Sidat) avec une photo à l'appui de cette dernière.

Dans un autre numéro spécial consacré cette fois à la ville de *Beira*, les maisons indiennes sont aussi présentes à travers les encarts publicitaires. Quatre sur six sont hindoues: D Anandjee, L.Ramdas, Casa Darayam, C.Mulji, E.Baba et Casa A.Ahmad.

Alors que les maisons de R.G. sont tournées vers la vente en gros et en détail des produits d'épicerie destinés surtout aux indigènes, celles de Beira offrent des produits plus variés et ont le souci d'afficher leurs réseaux et succursales qui vont de Bombay à Salisburry en passant par leurs agents et représentants en Angleterre, au Portugal et dans l'Union Sud africaine pour la maison Darayam par exemple.

Du côté des colons, comment fonctionne cette occultation de la présence des commerçants indiens? Il est vrai qu'ils sont toujours préoccupés par le problème insuffisamment résolu de l'occupation des terres. Dans *Notícias* du 10/2/47 ils la justifient de la manière habituelle "La politique de métissage culturel n'a jamais marché au Mozambique et cela a été notre expérience depuis 500 ans... le Mozambique portugais doit être gouverné par la race qui l'a découvert et doit être peuplé, autant que possible, par celle qui lui permet de grandir. Nous ne voulons pas l'expulsion des indigènes comme cela se fait en Afrique du sud. Nous partageons l'idée de ceux qui veulent les civiliser, mais nous ne voulons pas leur confier les destinées du pays". La colonisation se décline comme "l'héritage d'une mission sacrée" civilisatrice; mais encore faut-il peupler la colonie! La grande affaire demeure la création de centres de peuplement. Une colonisation efficace devrait être accompagnée "d'une concession de licences de commerce aux européens de préférence qu'aux indiens....cela se passe déjà à João Belo"⁴¹

Le jugement porté par *Notícias* sur les mesures concrètes de la colonisation depuis l'avènement du nouveau régime, est sévère. La colonie souffre toujours d'un manque de crédits, de plans de production et le commerce est toujours entre les mains des indiens. "Le territoire est grand, nous dit-on, et la transposition d'une agriculture familiale (pré-capitaliste) du Portugal au Mozambique ne peut importuner la vie *des indigènes* avec lesquels d'ailleurs aucune miscégenation naturelle ou culturelle n'est possible". Le sort des *indiens* est plus compliqué. Ils constituent des concurrents commerciaux chevronnés. Le seul moyen dont disposent les colons pour contourner mentalement leur présence, est la dénégation, telle qu'attestée dans les pages de ce quotidien, comme nous l'avons fait remarqué à partir de leur présence-absence des numéros spéciaux consacrés à R.G. et à Beira.

2- L'Afrique australe et le combat de la communauté indienne pour son intégration

Comme nous l'avons déjà noté, la presse des années 30 était très attentive à tout ce qui se passait en *Afrique du sud* tant du point de vue économique que social, concernant les lois et les pratiques de ségrégation. Elle se montrait inquiète aussi par rapport à l'émigration clandestine des indiens dans la partie méridionale de la colonie, crainte qu'elle n'a jamais pu exprimer clairement de peur d'incommoder la Grande Bretagne. Or les documents officiels rendent compte d'une émigration continue qui est l'expérience de fait du Mozambique, émigration provenant non seulement d'Afrique australe mais aussi d'Afrique orientale. En 47, à la différence des années 30, c'est la communauté indienne d'Afrique australe en tant que telle, dans son expression politique et sociale, qui est l'objet de l'intérêt de *Notícias*.

Elle est décrite comme combative et soucieuse de son avenir. Est rapporté le 22/8/47 le Memorandum présenté au gouverneur du Natal dans lequel elle exige la scolarisation de ses enfants (éducation gratuite jusqu'à la 6^e classe, multiplication des écoles gouvernementales, égalité des salaires des

⁴¹ De fait, João Belo (ex Xai Xai) est depuis 1930 le poste où est versé aux mineurs revenant du Rand le complément de leurs salaires. Voir note 25

enseignants indiens avec ceux des européens). Une semaine plus tôt (31/7/47), *Notícias* rapportait les résultats des recherches présentées par l'Institut d'Echange Racial de Durban. " Etant donné que 9/10^e de la population de cette province n'est pas européenne, le seul moyen d'y assurer le personnel des services, serait l'instruction des non européens ". Cette recommandation tout comme la revendication des indiens du Natal, sont interprétés comme les signes de la volonté d'intégration de cette diaspora qui engage son avenir en Afrique du sud.

Du point de vue politique, *Notícias* relève scrupuleusement les signes qui témoignent de la loyauté de la diaspora indienne à la Grande Bretagne tels que les dissensions entre les Congrès Indiens du Natal et du Transvaal (d'orientation communiste et d'implantation ancienne) et l'Organisation Indienne de ces deux provinces (nouvellement constituée, appelée à négocier le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Inde et l'Union Sud africaine ou encore la photo de la communauté indienne de Durban réunie autour de la famille royale d'Angleterre lors de son voyage en Afrique du sud (4/4/47. Ces signes constituent un élément réconfortant qui n'échappe à aucun lecteur de l'époque. D'un côté, alors que l'Inde oeuvre à son indépendance, sa diaspora (musulmane et hindoue) renouvelle sa loyauté envers la Grande Bretagne; d'un autre côté et comme par anticipation, cela pourrait se produire entre les indo- portugais et le Portugal si à l'avenir Nehru penserait "re-conquérir" Goa, Damao et Diu. Le problème ne se pose pas pour les indo britanniques dont la majorité s'est définie en faveur du nouvel état de Pakistan.

3- Au Mozambique: l'indépendance de l'Inde et la création de l'état de Pakistan tels que vécus par la communauté indienne ; les signes de l'insertion de cette communauté dans la vie de la colonie.

En 47, année où les événements liés à l'indépendance de l'Inde sont massivement rapportés, sous quelle forme sont attestées les *positions de la population indienne résidant au Mozambique* compte tenu de ses origines et religions diverses ?

Le 15/8/47, six pages entières d'encarts publicitaires, aux dimensions gigantesques appartiennent aux plus grosses maisons de commerce indiennes. Six sont musulmanes (Casa Coimbra, Osman Aboobakar, Adamo, Abdool Rehman Ayoob, Gulamhussein, Tharani) et cinq sont hindoues et parsi (Popatlal, Kakoobai, Mangalji, Gokaldas, Ginwala). Hormis les dimensions exceptionnelles de ces encarts, elles se présentent comme d'habitude: la nature du commerce (export/import; gros/détail), les produits offerts, les services proposés (dans la ville, les districts ou à l'étranger), les succursales et les réseaux, les qualités essentielles (sérieux, honnêteté, meilleurs prix et meilleures conditions). Dans cet ensemble, Casa Coimbra tranche. Elle s'annonce une première fois, séparée des autres, et inscrit solennellement:

*Por ser hoje celebrado o dia de "Pakistão"
esta firma encerra o seu estabelecimento
durante todo o dia, reabrindo amanhã, sábado.*

Ce qui est remarquable, c'est qu'elle annonce ce dont personne ne parle dans *Notícias* de ce jour: l'indépendance du Pakistan alors que le journal consacre deux articles⁴² à l'indépendance de l'Inde rédigés par un hindou et un musulman de la colonie (sans doute dans un souci de partialité). On ne peut que prendre conscience du poids que représente cette maison prestigieuse, respectée, "bien placée" dans ses relations avec le pouvoir et avec le journal, pour faire passer une telle annonce.

Quant aux indo portugais, leurs manifestations sont très discrètes et leur loyauté obligée, en tant qu'assimilés, ne les autorise pas à fêter ce jour de l'indépendance de l'Inde. Ainsi on peut lire dans un bas de page que les commerçants indo portugais " maintiennent leurs établissements ouverts aujourd'hui et demain " et que la Casa Indiana (association hindoue) invite ses adhérents " à 7 heures aujourd'hui pour une action de grâce et demain à 17 heures pour un thé ".

Le 17/8/47 sont relatées les cérémonies de l'indépendance qui se sont déroulées la veille dans différents lieux de la capitale (à l'école Barath Samaj, au Consulat de Grande Bretagne et à l'école Maometane), sous les auspices de Sir Andrew, consul général d'Angleterre. Aucune personnalité portugaise n'y est mentionnée. Dans les deux écoles, la cérémonie suit un protocole identique. Sont tout d'abord hissés côte à côte les drapeaux indiens ou pakistanaï, anglais et portugais. Suivent les discours: du côté hindou et parsi à l'école Barath Samaj, Mme Ginwala ouvre la cérémonie suivie de Gapendral Natwarlal et de Godrej Ginwala⁴³; du côté des musulmans, pour célébrer l'indépendance du Pakistan, ce sont A.A. Carim et I. Patel

⁴² Krishna Kripalani "Nehru, l'idole des millions" et Ebrahim Patel "Le jour de l'Indépendance, l'heure des responsabilités" dans *Notícias* du 15/8/47.

⁴³ Ginwala est un vieux colon parsi installé à Quelimane et qui a promu l'industrie du savon et des huiles.

(tous deux sunnites) qui ont pris la parole demandant explicitement à l'auditoire de s'aligner sur les positions de Ali Jinnah, actuel gouverneur du Pakistan.

Quant à la cérémonie au consulat de Grande Bretagne, Sir Andrew y a reçu "toute la communauté indienne sans distinction aucune". Là, au nom de la communauté musulmane, Tharani (ismaélien) a rappelé l'oeuvre de l'Angleterre qui a conduit à l'indépendance et non aux luttes actuelles. Au nom de la communauté hindoue, Hariral a souligné l'émotion que le monde a dû éprouvé lors de la passation des pouvoirs entre les deux pays.

Les photos qui illustrent ces trois cérémonies obéissent au même souci d'impartialité: deux photos pour le hissement des deux drapeaux, une au consulat avec les membres de la communauté indienne locale, deux photos dans chacune des écoles avec les membres de chaque communauté.

Notons que les appellations de monhés, indo-portugais et indo-britanniques, asiaticos ont totalement disparu. On parle de la communauté indienne et des religions qui la constituent. (hindous, musulmans, parsis).

Dans la foulée des signes liés à ce jour, Noticias rapporte les édifices qui ont été illuminés: l'école Barath Samaj, l'école Maométhane, l'école Aga Khan, la mosquée de la communauté mahométane indienne et...Casa Coimbra . On peut lire l'illumination de cette dernière comme un fait d'affirmation sociale et politique.

Par pure coïncidence, dans ce même numéro, figure une grande photo de l'Aga Khan prononçant un discours à l'occasion du 61^e anniversaire de sa nomination à la tête de sa communauté. Ceci s'est passé à Bombay en 1885 alors qu'il avait 8 ans. Un texte assez long relate ses titres, ses décorations et ses rencontres mémorables (avec S.M.la Reine Victoria, le Roi Edouard7, le Sultan Abdel Hamid de Turquie, le Chah de Perse, le Sultan de Zanzibar, le Kaiser et S.M. l'Empereur du Japon). Il fut le fondateur de la Ligue Musulmane (dont il fut le président en 37), de l'université d'Aligarth et le délégué de l'Inde aux Nations Unies depuis 44.

L'insertion de la diaspora indienne *dans la vie du Mozambique* peut se lire à partir des annonces matrimoniales, des publicités personnalisées des grands commerçants et des rubriques relatives à la vie propre des communautés qui la constituent.

Les *annonces matrimoniales* : nous en avons relevé deux, illustrées avec les photos des mariés dans leurs habits de cérémonie. Ce type d'annonces accompagnées des photos des mariés n'apparaîtront pour les portugais que dans les années 60.

Dans la première,(25/2/47) les deux familles résident à Caniçado, banlieue populaire de la capitale. Ce ne sont pas nécessairement des familles qui ont pignon sur rue mais on peut déduire qu'elles appartiennent à la caste des commerçants lohanas⁴⁴ car la cérémonie se déroule à l'association indo-lohana de L.M. Les familles hindoues invitées ainsi que les témoins appartiennent à la même caste (Kakoobhai, Bimjee..) L'orchestre est dirigé par le pandit de l'école Bharat Samaj. Parmi les invités cités, il y a une famille portugaise (les Nordeste) et deux familles européennes (les Ovem et les Vogellal) sans doute des afrikaaners. La photo montre deux très jeunes époux debout, de face, séparés par une ligne de montage qui renvoie aux deux espaces des convives, l'un masculin et l'autre féminin.

La seconde annonce (30/8/47) est accompagnée du même type de photo, mais aucun signe nous permet de déduire l'origine de caste des familles qui sont toutes deux commerçantes à Ressano Garcia. L'époux est associé à la firme de T.Kakoobhai-Casa Baboo), l'épouse est la petite fille de J. Jadavji-Casa Mohane) En effet, ces deux maisons étaient apparues dans les encarts publicitaires dans le numéro spécial consacré à R.G. (voir supra *Notícias L.M.* 21/1/47)

Les *publicités personnalisées* des commerçants indiens: elles sont au nombre de trois et méritent qu'on s'y arrête.

Le 13/1/47 paraît la photo de Abdool K.Vakil suivie d'un petit texte. Le portrait fait penser à un haut dignitaire du monde musulman de l'époque (tarbouche, moustache et costume à l'europpéenne). Des trois publicités que nous examinons, c'est la seule où le locuteur assume pleinement sa position de "sujet" dans l'énoncé de son message. Il s'adresse à ses amis qu'il a laissés à L.M., puis à ses "clients estimés" et enfin à tous les résidents de la colonie. Son champ de relations est donc très large. En effet, la famille est bien connue et jouit d'une grande estime. A.K. Vakil a eu le temps de consolider ses relations depuis 1890, date de son arrivée à L.M. et surtout depuis 1895, date de la fondation de Casa Coimbra. Le message est rassurant. Il ne donne pas les raisons de son retour en Inde "sa terre" d'où il envoie ses voeux de bonne année et

⁴⁴ Les lohanas appartiennent aux castes commerçantes qui se sont fixées au Mozambique à la fin du 17^esiècle. Notons au passage que du côté musulman, les Memons (corruptèle de l'arabe mo'min=croyant) faisaient partie des lohanas jusqu'au 14^esiècle,date de leur conversion à l'Islam dans le Sind. Ils constituent la catégorie marchande la plus aisée des sunnites indo britanniques installés au Mozambique dans le district de L.M.

exprime sa fidélité au souvenir d'une tranche de vie vécue au Mozambique. Serait-ce une stratégie pour maintenir un lien dans le cas où une éventuelle installation au Gujarat s'avèrerait difficile ?

Le 25/5/47, Pritamlal Vishvanath envoie un rectificatif à une note publiée par *Notícias* (22/2/47) dans laquelle les commerçants de Quelimane l'accusaient du mauvais état de ses finances. Le texte est surmonté de sa photo, habillé avec élégance à l'européenne. Le texte est écrit à la 3^e personne. Il reconnaît tout d'abord que M.P. Vishvanath continue de jouir du meilleur crédit que lui a toujours conféré sa position dans le commerce à Quelimane, ville où il s'est établi. Les accusations de ses détracteurs ne peuvent que renforcer cette considération déjà bien acquise dans le milieu commercial de la Zambézie " où il a fait sa vie, a travaillé sur la terre portugaise y développant la richesse dont a besoin le Mozambique ". Notons qu'il n'y a aucune indication sur l'origine de M.Vishvanath (certainement indo-portugaise) ou sur le moment de son arrivée. C'est un commerçant "qui développe de la richesse" et qui mérite qu'on lui fasse crédit "en raison de ses capacités de travail". Ces deux qualificatifs sont les *leitomotive* de la littérature coloniale concernant la face positive de la reconnaissance de l'activité des "banéanes".

Le 10/6/47, est annoncé le départ en vacances de M.T.A. Katchi⁴⁵ qui se rend en France, en Belgique, en Suisse et en Angleterre à bord du "Klipfontein". Ses employés, réunis dans son établissement, Casa Katchi, lui portent un toast d'honneur et lui offrent un nécessaire de voyage. Là aussi nous n'avons aucune indication sur l'origine de M.Katchi. Comme dans le cas précédent, les spécificités sont gommées à l'extrême. De plus, cette coutume très européenne de fêter un départ, est un signe de son assimilation à la société portugaise.

Les nouvelles intra communautaires des ismaéliens: On a peu de prise sur les contenus tout à fait formels des textes où la communauté parle d'elle même. La nature de ce qu'elle donne à voir n'est-elle due qu'au simple phénomène de la Censure ou serait-elle une forme acceptée, voire désirée⁴⁶ par la communauté afin de se dérober à tout ce qui pourrait la révéler de l'intérieur?

C'est à quatre reprises qu'elle apparaît en 47. Nous avons déjà noté la commémoration de la nomination de l'Aga Khan à la tête de sa communauté. Le 14/4/47 au haut de la première page du journal on voit un portrait en cape de la femme de l'Aga Khan suivi d'un commentaire tout à fait mondain: Tirée à Cannes, vêtue de l'habit de gala qu'elle a porté pour le portrait que lui avait peint Van Dongen⁴⁷. Le 14/6/47 la communauté informe que les fêtes du Sabregh de son Chef spirituel "commenceront à 19 heures et se termineront le lendemain à minuit". Enfin, le 10/12/47 il s'agit du repas offert par la famille Babool au représentant⁴⁸ du Conseil Suprême de l'Aga Khan, Varas Nazaralli M.S.Vergee, venant de Nairobi pour rendre visite à sa communauté du Mozambique et d'Afrique du sud. Le texte (accompagné de deux photos de la grande famille Babool et de ses invités) se confond en remerciements réciproques où l'envoyé est loué pour son intelligence, sa culture et ses dons philanthropiques. Ont pris la parole: Gulamussen Ginà (président du Conseil de la communauté de L.M.), J.Tharani (commerçant), et Vissanji Babool (membre de la famille qui a invité 60 convives au restaurant Costa do Sol).

Les nouvelles de la *communauté indienne sunnite:* le 19/8/47 nous sommes informés de la procession pour la fête de Ramadan. Elle part de la mosquée de la rue Salazar pour se rendre à celle de la rue du 5 Octobre " où se sont déroulées les cérémonies du rite ". La note informative ajoute que les établissements de la communauté indienne ont été fermés ce jour.

En fait, la première mosquée citée est celle de la communauté maométane indienne et la seconde, celle des afro maométans (ou des indiens métis). Certes nous n'apprenons rien sur les dissensions entre les musulmans d'origines raciales différentes; mais il est possible de déduire qu'il y eut deux cérémonies. Nous pouvons aussi relever la coïncidence entre les fêtes de l'indépendance de l'Inde et de la naissance du Pakistan (annoncées le 15/8, fêtées à L.M.le16/8 et relatées dans *Notícias* le17/8) et la fin du Ramadan (le 19/8); mais

⁴⁵ Selon un membre de la communauté interrogé et qui se souvient bien de M.Katchi, originaire de Quelimane,propriétaire de plus de 50 cantinas éparpillées dans l'arrière pays (troquant les capulanas contre les castanha de cajù),il a par la suite monté des huileries d'arachide et de tournesol.Après son départ pour l'Europe en 47,M.Katchi enverra une lettre à ses employés en 52,leur annonçant qu'il ne reviendrait plus au Mozambique.

⁴⁶ Voir les conséquences de la tradition du Ketman depuis les origines de la secte des ismaéliens et surtout les incidences dans ce souci de la "représentation"de la communauté dans une mise en scène toujours adaptée et réussie, dans l'espace et le temps dans lesquels elle se déploie, afin de ne jamais donner à voir ce qui se passe à l'intérieur.

⁴⁷ La photo est celle de Miss France en sari !

⁴⁸ Nous ne saurons rien de l'objet de cette visite de l'émissaire de l'Aga Khan en cette fin 47 et des directives qu'il a dû transmettre à ses sujets. En raison de sa claire option pour la Ligue Musulmane et pour le Gouvernement de Jinah au Pakistan, que demande-t-il à sa communauté du Mozambique et d'Afrique du sud?

nous ne saurons rien des liens entre l'évènement religieux et l'évènement politique tels que vécus de l'intérieur de la communauté indienne musulmane.

Les *encarts publicitaires* des maisons indiennes. Nous avons déjà noté dans *Notícias* 32 la présence importante de 2 maisons de commerce indiennes : Casa Coimbra et Casa Choitram. Depuis, d'autres maisons ont offerts une visibilité publicitaire. Ainsi, pour cette année 47, sur la totalité de maisons indo-britanniques et indo-portugaises qui s'affichent, 18 appartiennent à des musulmans (sunnites et ismaéliens) et 18 autres à des hindous (dont 1 ou 2 parsis).

Que peut-on dire de la fréquence de ces encarts ?-Grosso modo, on peut noter que 4 maisons couvrent une grande partie de l'année avec le pic important des mois de décembre, janvier et février. Ce sont Casa Coimbra (30 fois; indo-brit. sunnite), Jacaria Hajee Amod (30 fois; indo-brit. sunnite), Casa Kakoobhai (indo-port.hindou), Casa Luso Indiana (qui s'est affiliée à Kakoobhai) qui apparaissent ensemble 23 fois et Gulamhussen et C° (11 fois; indo-brit. ismaélien).Donc 3 indo-brit. musulmans et 1 indo-port. hindou.

Toutes les autres maisons n'apparaissent qu'une ou deux fois à la période des fêtes de fin d'année⁴⁹ (10 musulmans et 7 hindous), lors de la fête de l'Indépendance de l'Inde le 15/8 (5 musulmans et 5 hindous) ou encore à l'occasion des numéros spéciaux consacrés à R.G. le 21/1 et à Beira le 20/8 comme nous l'avions déjà signalé (8 hindous et 3 musulmans).

Y a-t-il une corrélation entre l'affichage et l'importance d'une maison de commerce? En comparant avec les *Anuários* de L.M.de 46, on peut dire que celles qui s'affichent très fréquemment sont très importantes. Soit parce qu'elles ont pignon sur rue depuis un certain temps (Casa Coimbra, Kakoobhai, J.H.Amod), soit parce que leur réussite est plus récente (Gulamhussen). Mais on peut dire que nombre de celles qui ne se sont affichées qu'une seule fois sont aussi très importantes soit du point de vue de leurs activités d'import /export (telles les Casa Darayam, Gordhandas) soit du point de vue de leur contrôle de tout un réseau de cantinas où s'échangent diverses marchandises contre divers oléagineux dont la fameuse noix de cajou (telle la Casa Katchi) soit encore du point de vue de leurs activités industrielles (telles les huileries et savonneries de Ginwala et de Osman Aboobakar). La fréquence de l'affichage n'est donc pas un critère fiable qui nous permette de conclure quant à l'importance de ces maisons de commerce. Certaines ne s'affichent même pas, telle Casa Choitram que nous avons déjà repérée 14 fois dans *Noticias* de 32!⁵⁰L'affichage ne correspondrait pas tant à une stratégie commerciale, mais plutôt à une présence sociale.

Notons qu'à l'intérieur des maisons de commerce indo-brit. musulmanes, l'affichage des ismaéliens est un phénomène neuf. Trois maisons retiennent notre attention: Gulamhussen (11 fois), K. Keshavji (1 fois) et Tharani (1 fois). La nouvelle donne de l'économie des années 40 expliquerait-elle leur montée? Nous savons que durant cette décennie, l'essentiel de l'économie de la colonie s'est d'une part orienté vers le développement des infrastructures et des travaux publics, qui ont donné naissance à un marché des matériaux de construction et à tout ce qui lui est lié, engendrant une accumulation rapide des capitaux. Cette économie a d'autre part reposé sur la relance de l'exportation, dans les circuits du commerce international, de la noix de cajou et des oléagineux. Les produits affichés dans les encarts publicitaires de Gulamhussen par exemple correspondent à ce créneau: fer et acier (*vagonetas, bombas, rede mosqueiteira, cuteleria*) parallèlement au traditionnel commerce général d'import / export des tissus et des divers oléagineux qui reprend donc après la fin de la guerre.

Le cas de Casa Coimbra mérite qu'on s'y arrête⁵¹. S'affichant autant de fois que Jacaria Hajee Amod par exemple, ses encarts diffèrent de par leur taille imposante (d'un tiers à une demi page du journal). Face au géant Kakoobhai⁵², ses encarts perdurent toute l'année alors que ce dernier disparaît début mars. A la différence des autres maisons indiennes qui s'adressent souvent à un double public (indigène et européen) et qui offrent grosso modo d'un côté, tissus, quincaillerie, coutellerie et d'un autre, divers oléagineux (graines et

⁴⁹ "Les encarts ne coûtaient pas cher, affirme un interviewé vivant actuellement à Lisbonne. Chaque année, au moment des fêtes, le gouvernement envoyait ses hommes, nous demandant de figurer dans les journaux. Pour être bien et ne pas faire d'histoire, nous paraissions avec nos vœux de fin d'année".

⁵⁰ Selon d'autres interviewés, Casa Choitram n'avait pas disparu en 47 et continuait ses activités. Ce que confirme l'Anuaire de L.M.46 consulté.

⁵¹ Nous avons déjà noté à deux reprises l'importance de C.C. dans *Notícias* de 47.D'abord à l'occasion de l'arrivée d'un des frères fondateurs de la maison à Vanthali (Principauté de Junagad-Indes Britanniques) d'où il envoyait ses vœux pour la nouvelle année; ensuite à l'occasion du jour de la naissance de l'état de Pakistan.(15/8/47).

⁵² B. Kakoobhai participe au fonds de secours constitué au Mozambique en raison des graves inondations qui ont atteint la Grande Bretagne.Le 4/4/47 *Notícias* souligne que lors de la première collecte d'un montant de 4.450\$, Kakoobhai avait contribué pour une somme de 2.000\$.Nous avons noté, par la suite, qu'à plusieurs reprises, les grandes maisons indiennes contribueront pour des montants élevés à des fonds de secours nationaux et même pour les "victimes de l'Angola"durant la guerre coloniale.

huiles); Casa Coimbra s'adresse essentiellement à un public européen⁵³, offrant à une classe urbaine aux goûts coloniaux et cosmopolites, des objets qu'elle prend un grand soin de présenter. Mis à part la mode, la confection et les nouveautés pour femmes, hommes et enfants, elle offre des stocks et des linoléums américains de la marque Menitex accompagnés d'une publicité raffinée "Si vous aimez que le sol de votre maison soit comme un jardin fleuri" et de la reproduction de la miniature indienne d'un cavalier (7/2/47) ou encore des malles de camphre authentiques et des jeux de Mah-jong attendus de Hong Kong depuis six ans!(29/3/47)⁵⁴. Ceci pourrait expliquer le fait qu'elle soit la seule maison indienne présente parmi les encarts publicitaires européens le 25/12/47.

B – O Brado Africano

A la différence de *Notícias* 47, *Brado* ne répercute aucune nouvelle internationale. Les événements de l'Inde à la veille de son indépendance ne font l'objet que de deux brèves notices le 26/4/47 (à propos du jeune de Gandhi et des émeutes entre les musulmans et les hindous). Quant aux *indiens du Mozambique*, ils sont évoqués à deux reprises.

Une première fois dans le compte rendu de M.E.Levydson, anglais de passage, après sa visite au Nyassa. Il y attaque les commerçants "asiáticos répandus dans tout le district de Porto Amélia, qui mettent en péril la santé des clients, ignorants les plus simples règles de l'hygiène, en utilisant des papiers journaux pour emballer la marchandise...J'ai aussi vu cela dans quelques commerces européens tenus en fait par des gérants asiatiques. Nous sommes certains que les autorités sanitaires ignorent ces faits." (12/7/47).

Certes ce visiteur anglais peut être désappointé que son pays ait cédé au gouvernement portugais les territoires de la C° de Nyassa depuis 1928! Mais on peut se demander plutôt si ce n'est pas *Brado*, qui exprime, par le truchement de ce récit, sa méfiance viscérale vis à vis des "asiaticos" et qui en profite pour dénoncer le laxisme des autorités portugaises.

Le second article renvoie à la plainte d'un certain Aminudine Selamane Abdul à propos d'un projet de création d'une nouvelle association musulmane à Inhambane. *Brado* suggère "d'empêcher cette dissidence et de rester affilier aux deux associations existantes: l'Association Afro Mahométane et Anuaril Isslamo, constituées par des hommes de bonne volonté". (2/8/47)

S'agit-il d'une dissidence au sein de Anuaril Isslamo, d'un conflit de pouvoirs qui recoupe des comportements de ségrégation entre les races en présence?⁵⁵ Ou d'une nouvelle association qui se formerait à l'instigation des indiens? Il est clair que jusqu'à la fin des années 50 le gouvernement de la colonie qui avait déjà tant de mal avec la catholicisation des africains, regardait d'un très mauvais oeil les populations musulmanes desquelles il avait peu de connaissance et qu'il n'était pas en mesure de contrôler⁵⁶. La suggestion de *Brado*, d'en rester aux deux associations existantes, reprend sans doute la voix officielle du gouvernement. Cependant, dans le fait d'ajouter qu'elles sont constituées d'hommes de bonne volonté, – c'est à dire capables d'*inclure*, par opposition à d'autres qui, pour *Brado*, *excluent*, telle la communauté maométane indienne –, laisse planer un doute sur la nouvelle association qui pourrait être le fait des indiens.

Notons que le quotidien *Notícias* (des années 30 ou 47) ne donne jamais à voir ce type de conflits et de dissidences au sein de la communauté musulmane et ne rapporte qu'un regard molaire officiel sur ce qu'il connaît mal.

⁵³ Nous rappelons que Casa Coimbra avait une "section indigène" affichée dans *Notícias* de 32 mais qui n'apparaîtra plus par la suite.

⁵⁴ Nous pouvons noter les marchés d'approvisionnement signalés: celui avec l'Asie qui reprend après la guerre et celui avec les Etats Unis qui est neuf.

⁵⁵ Nous savons qu'en raison des relations conflictuelles entre les musulmans d'origine asiatique et ceux d'origine africaine (noirs et métis) avait été fondée en 1906 l'association Kuate Ahwane Swafo, dont le président Mussà Jiva était fils d'un indien et d'une africaine, lui même marié à une africaine. Au sein de cette association se sont reproduites des conduites de ségrégation selon les appartenances de races (fils d'indiens et de femmes noires; fils d'indiens et de femmes métisses; fils de noirs convertis) tant dans les activités religieuses que culturelles et festives. En 1912 a été créée Anuaril Isslamo (regroupant les noirs et les métis) d'influence wahabbite, avec ses écoles, ses activités caritatives et d'assistance aux familles pauvres et son club sportif Mahfil Isslamo (fondé en 1915) dans les environs de L.M. Ce club ne sera reconnu officiellement qu'en 1929, après avoir inscrit dans ses statuts, qu'il incluait des "individus maométans des deux sexes, sans distinction de races, nationaux et étrangers, ayant une conduite irréprochable" (Statuts soumis à l'approbation du Gouverneur Général 15/8/29).

⁵⁶ Voir le document de travail de Michel Cahen: "L'Etat Nouveau et la Diversification religieuse au Mozambique", CEsa-Lisboa, 1998, *Documentos de Trabalho* n°49, 42 p.

En 1947, dans un contexte politique stable et économiquement florissant, la communauté indienne est visible dans toutes ses composantes. Elle se dévoile par elle-même, marquant de ce fait, son insertion et son expression politique. Toutefois, nous avons noté qu'elle le fait essentiellement par la voix de ses notables et des commerçants qui ont réussi.

LES ANNEES 61- 63

En ce début des années 60, les guerres de libération dans les pays afro asiatiques occupent l'essentiel des nouvelles internationales. La presse ne cache pas son appréhension quant à leurs répercussions tant redoutées sur l'Angola et l'Estado da Índia.

L'Angola est livrée au "terrorisme et au banditisme des bandoleiros desesperados" (Noticias, 2/8/61) et les manifestations et les collectes ⁵⁷de dons s'organisent, à titre individuel ou collectif, expressions de "la loyauté envers la Patrie". La crise de Goa est annoncée le 17/8/61 avec la dénonciation de la politique d'agression de l'Union Indienne.

Pour cette période charnière 61/63, nous avons retenu 2 journaux (*Notícias de L.M. et Voz de Moçambique*). *O Brado* que nous avons également consulté, n'offrait aucun intérêt, car totalement noyauté par l'Union Nationale. L'évocation des indiens pour cette période est essentiellement regroupée dans deux des rubriques que nous avons retenues au départ; celles relatives à l'Empire et au Mozambique; la 3^e rubrique relative à l'insertion régionale dans l'Afrique australe est cette fois ci absente.

1- La question de l'Empire

Trois interrogations rassemblent les relations que l'Empire entretient avec "ses indiens":

Pourquoi la question de Goa, de marginale dans les années 30, devient-elle de plus en plus centrale à partir de 47 ?

Qu'est ce que l'identité goanaise versus l'identité indienne ?

Dans cette crise, qui sont nos amis et qui sont nos ennemis ?

Goa dans l'Empire

Face à la menace d'effondrement de l'Empire dans ses composantes asiatique (Goa) et africaine (Angola), Salazar prononce le discours historique "O significado do mundo português e a situação no Ultramar português" (*Notícias* 1/7/61) dans lequel être portugais signifie ne pas se retirer de ses territoires, c'est maintenir le Portugal, quoiqu'en soit le coût et cela au nom des portugais d'aujourd'hui et de demain, quelles que soient leurs races. Passant en revue la situation dans les différentes colonies, il s'appesantit particulièrement sur l'Angola et l'Estado da Índia; ce dernier constituant une individualité bien distincte de l'Hindustão, comme nous le verrons plus loin .

Afin de saisir l'ampleur de ce discours et son impact mobilisateur, nous ne pouvons faire l'économie d'un excursus qui nous permettra de comprendre la centralité de la question coloniale au sein de la question nationale portugaise.

L'historien Valentim Alexandre confronte les deux grandes thèses sur l'interprétation du colonialisme portugais, dont Hammond⁵⁸ en 66 et Clarence Smith⁵⁹ en 79 ont défendu l'expression la plus lapidaire, se basant autant l'un que l'autre sur une investigation poussée et sérieuse des documents. Le premier conclura à un "colonialisme de prestige" et le second à "un colonialisme lié aux intérêts économiques (de la bourgeoisie et de l'Etat) portugais aux colonies". Afin de rendre compte de la centralité de la question coloniale dans la structuration de la conscience nationale et de l'historiographie portugaises, V.

⁵⁷ Parmi les manifestations citons le club sportif Mahafil Isslamo qui organise un festival en faveur d'un fonds d'aide aux victimes (*Notícias* 2/8/61) et parmi les donateurs, notons la présence de Casa Coimbra, de Ginwala et de la colonie chinoise (*Notícias* 1/7/61).

⁵⁸ Hammond, R.J. (1966) *Portugal and Africa 1815-1910: a study in uneconomic imperialism*. Stanford U.P., California.

⁵⁹ Clarence-Smith, W.G. (1979) "The myth of uneconomic imperialism: the Portuguese in Angola 1836-1926" in *Journal of Southern Africa Studies*, ainsi que (1985) *The Third Portuguese Empire 1825-1975. A study in economic imperialism*, Manchester U.P.

Alexandre prend appui sur la notion de “mythe⁶⁰” et non pas d’idéologie. Les deux grandes interprétations, explicite-t-il, sont partielles et renvoient aux deux faces de la même médaille. Toutes deux renvoient à autant de réalités et aucune ne s’est définie sans l’autre, même si selon les époques, on peut parler de prévalence. Par ailleurs, la dimension économique fait appel à autant d’éléments relevant de rationalités que d’irrationalités dans ce domaine. V. Alexandre les rassemble dans le “mythe de l’Eldorado”. De même la dimension nationaliste renvoie pour la conscience des élites politiques d’une part, à une réelle vulnérabilité politique du Portugal dans le concert des grands empires et d’autre part, à l’idée que la survie de la nation dépend de la défense de son empire. Ce double aspect est rassemblé dans le “mythe de l’Héritage sacré”.

Ces deux mythes ont pour fonction d’éloigner la tentation souvent présente (en vertu d’arguments relevant d’une rationalité économique ou d’un calcul stratégique par exemple) d’abandonner un territoire, afin d’arriver à le conserver aussi difficile que cela puisse être et quelqu’en soit le coût. D’ailleurs, dit V. Alexandre, c’est dans les moments de crise et d’une situation de perte possible, réelle ou supposée, que ces mythes latents refont surface. Ces deux mythes construisent non seulement les liens entre une conscience nationale et la question coloniale, mais ont pour fonction de souder la Nation à son Empire. Plus précisément, il s’agit de l’extension de la Nation aux limites de l’expansion de l’Empire qui prendra dans la période la plus récente, celle de l’Estado Novo (E.N.), des formes de plus en plus mystiques, d’autres diraient paranoïaques, où les dates clefs de grande vulnérabilité que vit la Nation (les années 30, 47, 61 et 70-74) pourront être vécues comme autant d’atteintes mortelles à son corps qu’elle défendra très chèrement (matériellement et symboliquement).

La re formulation de ces deux mythes aura lieu au lendemain de la 2^e guerre mondiale pour des raisons internes aux colonies et pour des raisons de pressions externes qui forceront le régime d’abord à la révision constitutionnelle de 1951, octroyant aux colonies le *statut de provinces*, ensuite à l’abolition du statut de l’indigénat et à la généralisation du *statut d’assimilé* en 1962.

Mais quelle est l’idéologie qui va soutenir la dynamique du double mythe dans les années 60 ? Déjà formulée dans les années 30 par Gilberto Freyre⁶¹, elle est mal reçue par les sympathisants de l’E.N. Elle commence à faire son chemin dans les années 50 avec un certain dévoiement de ses caractères fondamentaux. Ainsi n’est pas reprise l’idée de miscégenation et de fécondation réciproques (biologique et culturelle) mais celle de valeurs christo centriques intégrées à un projet national, celui d’une “civilisation nationale” à vocation impériale. Si cette idée est commune à d’autres impérialismes, le cas portugais se démarque par la relation qui continue à s’établir entre la question coloniale et la question de l’identité nationale, ce qui rend impossible l’expression de courants anti colonialistes, aussi ténus soient-ils. Cette particularité faisait dire à V. Alexandre (op. cit.) que “Le nationalisme portugais est, avec quelques rarissimes exceptions, impérialiste”. Les courants humanistes issus des Lumières y ont eu peu de poids, phagocytés d’abord par l’idéologie esclavagiste au 19^e siècle, puis par un nationalisme autoritaire au 20^e siècle qui, en renforçant les liens entre l’Etat, l’Eglise et l’Action Coloniale, confèrera à la colonisation portugaise une “mission providentielle”

La crise de Goa et la reviviscence de l’identité goanaise

Dans la foulée des évènements liés à l’indépendance de l’Inde en 47, *Diário da Manhã* (Lisbonne, 2/7/47) rapportait les propos du Ministre des Colonies affirmant l’existence d’une catégorie fortement assimilée politiquement et culturellement “les portugais indiens”, produits typiques de la colonisation portugaise “qu’a été incapable de produire la colonisation britannique”. Mais nous n’étions encore qu’au temps des rumeurs qui pouvaient ébranler l’Empire. En 1961, le Portugal dénonce la politique d’agression de l’Union Indienne (*Notícias* 17/8/61) et l’appel “desastroso” de Nehru aux peuples de descendance indienne en

⁶⁰ “Un mythe étant entendu comme un mode d’interprétation de la réalité dans son ensemble, de la pensée et du sentir, intégrant les facteurs économiques et non économiques, dont certains comportent des aspects tant rationnels qu’irrationnels” V. Alexandre. *A África no imaginário político português (século 19-20)* in *Actas do Colóquio “Construção e ensino da História de África”*, 1995.

⁶¹ Pour G. Freyre, l’idée centrale du luso tropicalisme tourne grosso modo autour de trois éléments que nous synthétiserons comme suit: 1- une *double valorisation* de la contribution des natifs amérindiens et de la population noire dans la civilisation tropicale du Brésil *et* de la capacité des portugais de s’unir à eux (assimilation des coutumes et des modes de vie, miscégenation biologique et culturelle). 2- les portugais en ont été capables en raison de leur *histoire passée*, de leur long contact avec les peuples arabes. Cela leur a permis de connaître, d’adopter des comportements et des notions ignorées des autres peuples européens. 3- tandis que ces derniers sont préoccupés à imposer leurs valeurs étroitement ethnocentriques, les efforts des portugais sous les tropiques ont été essentiellement *christocentriques*, c’est-à-dire, qu’ils ont visé l’implantation de valeurs indépendantes de la race ou même de la civilisation nationale de ceux qui les ont propagées.

Afrique les exhortant à s'identifier aux mouvements nationaux de libération qui s'y déroulent. Dans le discours historique de Salazar auquel nous faisons allusion (*Notícias* 7/1/61), il est précisément question de cette civilisation particulière à l'oeuvre tant en Angola⁶² qu'à Goa. "Aí se operou uma fusão de raças e de culturas e sobretudo se criou um género de vida tal que por toda a parte o goês se distingue e não pode ser confundido com o indiano. Este continuara a arrastar consigo a divisão e irreductibilidade das castas, a confusão das línguas, o lastro da sua cultura oriental, enquanto o goês recebeu do Ocidente, uma luz nova que em harmoniosa síntese com os valores de origem, iluminou toda a vida...e caldeou através de 5 séculos de permanência e de vida comum, a sua ancestralidade de sangue com novo sangue, costumes e tradições..."

Plus d'un an après la perte de Goa, V. de M. (15/9/62) publiera l'opinion du père du luso tropicalisme. "L'invasion de Goa, Damão et Diu est une perte pour l'humanité et pour la communauté de langue portugaise et de tradition hispano chrétienne." G. Freyre dénonce l'anti modernité que constitue le système des castes dans la société indienne. Goa est proche de la société brésilienne dont "le parler est aussi lent et doux". De plus, les tentatives impérialistes de l'Union Indienne⁶³ en Afrique portugaise sont à craindre. Les indiens qui y sont établis sont des "pardos, as vezes negróides que, entretanto, se julgam biologicamente superiores aos povos negros e com eles não se misturando. Limitam-se a explorá-los comercialmente às vezes através de práticas mais somáticas... Quem conhece tais práticas, da parte de indianos na África, não pode deixar de temer pela sorte de Goa sob o jugo dos actuais políticos da União." Tout à fait cohérent avec les caractéristiques du luso tropicalisme (cf. note 65) qu'il défend pour Goa, G. Freyre sert totalement le projet politique impérial dont les fondements ont vacillé. Dans la mesure où Goa est une construction luso tropicale, elle est donc portugaise. La perdre, c'est perdre une partie de soi même, càd, tout ce qui a constitué, au fil des siècles, cette idée particulière de l'*ultramarinidade* soudée à la conscience nationale.

Cette spécificité de l'identité goanaise serait même attestée par les britanniques. Ainsi dans V. de M.(15/9/62) est publiée l'opinion d'un sujet britannique à propos de la communauté indienne du Kenya qui distingue les goanais "qui possèdent une culture occidentale" des indiens "incultes et sauvages". Cependant cette vision fortement idéologisée d'une civilisation goanaise est vécue d'une manière beaucoup plus ambivalente par les intéressés eux mêmes, installés au Mozambique. C'est ce que nous verrons plus loin à partir de l'expression d'un sentiment d'insécurité identitaire lié aux fluctuations des pratiques administratives à leur égard d'une part et à la contestation de leur place dans une société fortement racialisée d'autre part. Par ailleurs, nous avons déjà noté, dans *Brado* des années 20, les revendications d'une élite métisse "assimilée" gênée par le personnel goanais engagé dans l'administration à des postes qu'elle jugeait désormais relever de sa compétence.

Qui sont nos amis et qui sont nos ennemis ?

L'invasion de Goa est rapportée avec moult détails dans *Notícias* d'octobre à décembre 61. L'évacuation de la population par un pont aérien⁶⁴ (*Notícias* des 14 et 18/12/61) met en exergue les pays amis: le Pakistan et l'Angleterre.

Le Pakistan, vis à vis duquel le gouvernement portugais tend à se rapprocher et cherche à en contenter les demandes⁶⁵ depuis 47, est la plaque tournante d'un important pont aérien (Goa-Karachi-Lisbonne; Londres-Karachi-Goa).

⁶² "O que seria de Angola, se Angola não fosse Portugal?"

⁶³ Le fantasme de l'Inde indépendante colonialiste court dans la littérature politique de l'époque. (cf. l'article de A. Ferreira dans V. de M. 31/1/62): l'Afrique orientale et australe comme débouché pour l'industrie indienne et comme destination de sa main d'oeuvre excédentaire. Les injonctions de Nehru pour que "ses indiens restent sur le continent et accompagnent les luttes de libération nationales" sont comprises en tant que stratégies déguisées dévoluant aux élites indiennes déjà sur place, le rôle que les colons portugais et britanniques y tenaient.

⁶⁴ Le transfert des populations s'est aussi fait par bateaux, via le Canal de Suez. L'ambassadeur du Brésil a servi d'intermédiaire dans toutes ces négociations entre le Portugal et l'Union Indienne.

⁶⁵ Une demande explicite et confidentielle émanant du Ministère des Affaires Etrangères du Pakistan a été faite au Chargé d'Affaires portugais à Karachi afin qu'elle soit transmise au Ministère des Affaires Etrangères à Lisbonne. Elle comprenait les points suivants: A – Em 1954 houve em Moçambique incidentes, verificando-se ataques a paquistaneses e indianos. Compreendia a dificuldade em distinguir uns dos outros e até compreendia que os indianos mereciam aquele tratamento. O assunto fora solucionado, tendo as autoridades portuguesas garantido adequada protecção aos paquistaneses. B – O Governo do Paquistão pensaria em, após a abertura da sua Delegação em Lisboa,... afim de as nossas autoridades, em reciprocidade com as facilidades concedidas aos goeses no Paquistão, permitirem a entrada e fixação de paquistaneses em

Tout en faisant état d'une vision unanimiste⁶⁶ des populations concernées au sein de l'Empire, *Notícias* nous informe aussi des mouvements⁶⁷ et des nouvelles mesures induites par cette crise. Qu'en est-il d'abord pour le Mozambique en tant que faisant partie de l'Empire ? Qu'en est-il ensuite pour les diverses composantes de la communauté indienne du Mozambique ? Et qu'en est-il enfin du questionnement identitaire au sein de la société mozambicaine ?

2- La question du Mozambique dans l'Empire et du Mozambique en tant que Société

Le Mozambique dans l'Empire

En tant qu'historien et que député pour le Mozambique, Manuel Lobato adresse à l'Assemblée Nationale (*Notícias* 20/2/62) une défense de l'idée de l'Empire que le régime de l'E.N. a totalement dévoyée. Il y rappelle les deux pôles qui ont constitué l'histoire dans la longue durée du Mozambique : celui de l'incorporation de la présence de l'empire asiatique en Afrique orientale portugaise et celui de l'intérêt régional ou de la vie socio économique et administrative de la province qui ne peut se réaliser que si on délie le schéma actuel rigide qui la subordonne à la métropole. Il plaide alors pour un retour à l'autonomie relative que connaissait la province avant les années 30.

La perte de Goa pourrait-elle se muer en ce nécessaire "réveil" à la re formulation d'une politique attentive à ces deux dimensions ou est-elle le début de la fin de l'empire africain ? est-il encore temps ou est-il déjà tard ? Sans doute, la politique d'A. Moreira constitue-t-elle le dernier sursaut de ce qu'il est indispensable d'accomplir (la détente des relations avec la métropole et la réalisation des conditions d'une véritable "assimilation")

La mise en scène de la crise de Goa dans la société du Mozambique et par les différentes composantes de la communauté indienne

Les goanais expriment l'arbitraire dont ils se sentent victimes. Dans un article (V.deM.25/5/63) "Goanais, qui sommes-nous ?", l'auteur, un goanais, rapporte la désignation de son fils inscrit dans le registre civil des naissances en tant qu'appartenant à la race indienne. Son père y avait été inscrit en tant qu'appartenant à la race blanche et ses trois frères respectivement en tant que: blanc, aryen et indo-portugais. "Un 4^o frère aurait sans doute été inscrit en tant que pardo⁶⁸, comme ce fut le cas. Sommes nous transcaucasiens, blancs, aryens, indo-portugais, pardos indiens?". Outre la fluctuation des désignations dans le temps, - que nous ne commenterons pas (en faisant remarquer tout de même que les trois frères et le père étaient des "assimilés" aux portugais blancs) - c'est la désignation actuelle en référence à la race indienne qui fait problème. Elle renvoie moins à un critère classificatoire en terme de race qu'à un critère de discrimination sociale ad hoc que font les fonctionnaires de la colonie (et sans doute que font les colons

Moçambique. Também tencionara pedir oportunamente autorização para a abertura de um consulado paquistanês em Moçambique e para enviar àquela Província um "mullah" (sacerdote muçulmano) encarregado de prestar assistência religiosa aos três mil paquistaneses actualmente ali residentes numa situação de abandono espiritual..." (Processo 960,421-n°1405-Lisboa, 28 de Junho de 1956-confidencial.)

⁶⁶ Dans la foulée des exemples illustrant cette vision unanimiste et dans le pur style de la propagande, notons: – "A Pau et Lona, dans la capitale goanaise, un grand rassemblement de la jeunesse portugaise venue de nombreuses villes et localités, ainsi que de Damao et Diu. 3000 jeunes hindous, chrétiens et musulmans (mourous) entre 11 et 18 ans, unis comme des frères." (*Notícias* 16/12/61) – Les étudiants goanais de Lisbonne sont reçus par le Ministre de l'Ultramar (A. Moreira) et "lui confirment leur soutien à la détermination du gouvernement à défendre par tous les moyens la terre portugaise de l'Inde." (*Notícias* 17/12/61) – "Les sujets de l'Union Indienne qui résident à S. Tomé depuis plusieurs années, ont exprimé leur répulsion vis à vis des actes commis par leur pays et ont affirmé leur loyauté au Portugal" (*Notícias* 16/12/61).

⁶⁷ Fin octobre 61, à Lisbonne, les étudiants manifestent pour des "élections libres" et pour "un programme de démocratisation de la République". Des élections à l'Assemblée Nationale sont prévues pour le 13 novembre. Le Ministre de l'Ultramar, Adriano Moreira, effectue une visite aux colonies. Il séjourne un mois au Mozambique (18/9/61 au 20/10/61). Suite à cette visite seront prises les mesures qui marqueront un tournant dans la politique du régime vis à vis de ses colonies africaines telles que la fin de l'indigénat et la généralisation du statut "d'assimilé".(1962)

⁶⁸ Voir supra l'article quasi anonyme, signé par "un pardo" dans *Notícias* 9/12/32.

d'une façon générale). On pourrait interpréter que les goanais (après le retour de Goa à l'Union Indienne) sont rejetés à leur origine indienne (avec tous les stéréotypes discriminants ou humiliants qui peuvent fonctionner dans la vie quotidienne d'une société coloniale) et que nul n'est désormais intéressé à les considérer comme des assimilés de longue date issus de cette "civilisation luso tropicale".

Les hindustânicos, c'ad, les sujets hindous et musulmans de l'Union Indienne d'après 47, sont directement menacés par les mesures d'internement et les dispositions législatives qui les visent.

A propos des centres d'internement qui s'ouvrent fin décembre 61, la presse est très avare en informations⁶⁹. Les journaux traitent des conséquences de la fermeture des maisons de commerce et de la confiscation des biens des hindustânicos. Au nom de l'efficacité économique, un journaliste (V. de M. 31/1/62) évoque le risque de faillite des firmes fournisseurs (indiennes et européennes) de ces maisons de commerce qui ne pourraient plus payer leurs créanciers. Il propose aussi que l'évaluation des biens de ces maisons se fasse en présence de leurs propriétaires avec les administrateurs idoines qui les remplaceraient dans leurs activités commerciales.

Plus préoccupante est la situation des familles. Anticipant le décret officiel 44416 du 25/6/62 qui exigera que tous les internés quittent le pays, un avocat démocrate attire l'attention sur un éventuel durcissement de la loi et la nécessité d'examiner ces situations à la lumière de la "justice et du bon sens...Bien qu'étrangers (faisant référence aux pères, sujets de l'Union Indienne), leurs fils sont portugais. Certains ont même accompli leur service militaire et ne devraient pas supporter les conséquences des mesures prises à l'encontre de leurs pères" (V. de M. 15/1/62).

Suite à leur défense par des avocats démocrates pour leur droit de résidence au Mozambique et pour le maintien de leurs biens, nous pouvons lire (V. de M. 15/9/62) les remerciements de ces "portugais d'origine indienne, *naturais* du Mozambique" comme ils se nomment eux mêmes. En effet, les fils obtinrent la résidence et seront réintégrés comme portugais dans un court terme. Quant aux pères, certains retournèrent en Inde et d'autres restèrent avec une carte de résidence pour étrangers. Parmi ces derniers quelques uns optèrent pour la nationalité pakistanaise.

Dans la crise de Goa, les catégories les moins vulnérables étaient, bien entendu, les indiens qui avaient pris la nationalité pakistanaise après 47. En dehors de l'expression officielle à l'égard de cette crise, (orchestration de manifestations par le gouvernement et obligation de manifester pour la défense de Goa portugaise pour toutes les composantes de la société : blancs, métis, indiens, noirs, à travers les diverses organisations corporatistes), la presse consultée ne fait pas état de positions particulières prises par les indiens de nationalité pakistanaise ; mais nous savons que pour le régime, le Pakistan est un allié.

A la différence des années 47, et dans le contexte de la crise de Goa, on ne peut qu'être frappé par l'extrême vulnérabilité qui affecte la communauté indienne en son entier. Cela malgré la mise en pratique des mesures qui ont caractérisé la politique coloniale du Portugal à partir des années 60 telles que celles de l'assimilation liées à la fin du régime de l'indigénat et à l'octroi de la citoyenneté portugaise d'une part ; ou encore celles liées aux nouvelles formes d'intégration des territoires d'outre mer dans l'espace de la nation portugaise d'autre part. La fragilité de la communauté indienne (pakistanaise, hindustânicos et indo-portugais) renvoie au rôle éminemment symbolique de la perte de Goa, anticipant l'écroulement de l'empire portugais d'Afrique. Cette fragilité est ressentie de façon beaucoup plus dramatique par les goanais dont le statut d'intégration à la nation portugaise datait de plus de trois siècles.

LES ANNEES 70

En 70, l'Empire vit son dernier sursaut. Le Mozambique est un territoire où se livre depuis 64 une guerre de libération nationale. Le gouvernement colonial initie des rapprochements stratégiques avec certaines catégories de populations. Dans ce contexte apparaissent dans la presse les thèmes, désormais

⁶⁹ Les *processos* des archives de la PIDE, accessibles aujourd'hui, nous donnent une évaluation plus précise de tous ces événements (centres d'internements, nombre des internés, précisions sur les maisons de commerce fermées et sur le sort de quelques grands négociants, départs des familles et problèmes rencontrés lors de leur débarquement en Inde...) Voir PIDE (n°1749 et 1797/61-S.R.; 4803/63)

Notons aussi que deux études concernant les diverses composantes de la communauté indienne sont à l'ordre du jour. La première "Breves apontamentos sobre um grupo de Indianos em Moçambique. A Comunidade Ismaelita maometana." Dr. Domingos José Soares Rebelo, publié dans le *Boletim da Sociedade Colonial de Moçambique*, ano 30, 128, 1961, pp. 83-89. La seconde "Estudos sobre Indianos" (*Direcção dos Serviços de Economia e Estatística Geral -Província de Moçambique* - 28 de Agosto 1962), 42 pages.

centraux, du Mozambique comme projet de société et comme construction d'une nation. L'évocation des indiens dans la presse se situe au croisement de ces trois éléments.

Il n'est pas anodin de souligner que les deux autres rubriques – celles relatives à l'Empire et à l'intégration du Mozambique à l'Afrique australe – qui rendaient compte de la présence des indiens dans la presse examinée pour les années 30 et 47, ne font plus partie des préoccupations du moment. Nous avons déjà remarqué qu'au début des années 60, la rubrique concernant l'intégration régionale en avait quasiment disparu.

Dans les années 70, quatre thèmes retiennent notre attention :

Celui d'un islam essentiellement parlé par un jeune avocat -publiciste appartenant à la communauté indienne et résidant à Lisbonne.

Celui de la contribution des "communautés asiatiques" à la formation des jeunes nations africaines. Cette fois ci, l'intérêt se déplace de l'Afrique australe vers l'Afrique orientale.

Celui du questionnement sur la nouvelle société mozambicaine et de la place qu'y occuperaient les indiens.

Celui de la "naissance" de la nation mozambicaine et de l'expression de la communauté marchande indienne telle qu'elle se donne à voir à travers les encarts publicitaires.

Les journaux *O Brado*, *Voz de Moçambique*⁷⁰ et *Notícias de L.M.* abondent subitement (relativement aux années antérieures) de références à l'islam. Ainsi *Brado*⁷¹ (1/7/72) rapporte les propos du Dr. Suleman Vali Mamede concernant les raisons pour lesquelles les musulmans n'ont pas adhéré au FRELIMO. "Os islamitas portuguesas mantêm-se fiéis aos princípios doutrinários da religião que professam e satisfeitos com o país a que pertencem porque nele são respeitados os seus usos, costumes e crença religiosa." Ce discours n'a rien d'étrange ni dans son fondement religieux ni dans sa formulation politique. Nous l'avons déjà rencontré à l'occasion des événements de 47 et de 61 tant chez les indiens sunnites que chez les ismaélites assurant de leur loyauté les autorités coloniales (voir supra). Ce qui est nouveau, c'est d'une part le flou du sujet de l'énoncé "les musulmans portugais" qui engloberait tous les musulmans du Mozambique, c'est-à-dire, les africains et les indiens et c'est d'autre part, le même flou au niveau du sujet de l'énonciation qui parlerait indistinctement pour tous ces musulmans confondus. Lui sera répondu, en écho, un article intitulé "Islamismo, uma religião que Portugal aceita e respeita" (*Brado* 11/11/72) qu'il nous faut situer dans le contexte de la guerre coloniale. Nous savons d'une part que l'"action psychologique" et la mobilisation des masses musulmanes⁷² sont à l'œuvre depuis 1968 afin de les éloigner de toute adhésion au FRELIMO. Nous savons par ailleurs qu'un procès, tenu hautement secret, débute en 73: celui des pères de Macuti à Beira, qui ont fait état des massacres de Mucungura, en haute Zambézie. Le gouvernement déjà trahi par les missions protestantes qui fournissent les cadres de la résistance, l'est aussi par ce courant de l'Eglise catholique. C'est alors qu'il s'accroche désespérément aux musulmans, qu'ils soient africains, métis ou indiens.

Les journaux répercutent aussi des articles d'"islam savant" qui font partie du travail de publiciste de S.V. Mamede et de son souci de faire connaître le monde musulman dans la métropole : "la pensée islamique"⁷³ (*Brado* 17/3/73) et "l'onomastique islamo portugaise"⁷⁴ (*Voz de Moç.* 14/12/68). Ce journal fait aussi état de la publicité de la revue "O Islão" que S.V. Mamede a fondé en 68. Notons qu'aucune référence à l'islam confrérique africain n'y apparaît à l'exception du commentaire d'une photo (*Brado* 22/12/73)

⁷⁰ Selon un des membres du comité de rédaction de *V. de Moç.* (entretien réalisé à Lisbonne en février 2003) l'opposition était devenue consciente de l'importance de la population musulmane de la colonie, longtemps méconnue et abandonnée. A ce titre, le journal publiait des articles sur l'islam..."ceux qui nous venaient. Ils nous étaient envoyés par les auteurs". En fait d'auteurs, nous lui avons fait remarquer qu'il s'agissait surtout de S.V. Mamede. A ce détail, notre interviewé n'a pas réagi. C'est à se demander si, en dehors d'une "conviction intellectuelle" sur le rôle des musulmans et d'une "conviction vitale" sur les indiens comme communauté marchande, même les démocrates de L.M., dans les années 70, n'avaient qu'une connaissance extérieure et abstraite.

⁷¹ On pourrait être surpris de la présence dans les colonnes du *Brado*, d'articles émanant de S.V. Mamede, s'affirmant comme l'autorité qui parle au nom de tous les musulmans; dans la mesure où nous avons encore en mémoire les positions de ce journal qui conspuait la Communauté indienne Mahométane dans les années 30. (voir supra). Mais en fait, depuis les années 50, *Brado* est totalement passé sous le contrôle de l'*União Nacional*.

⁷² Voir le travail passionnant de Amaro Monteiro, *O Islão, o Poder e a Guerra. Moçambique (1964-1974)*. Porto 1993.

⁷³ Conférence prononcée à Lisbonne le 9 mars 73 au Collège Universitaire Pie 12, sur la nécessité de distinguer entre mouros, sarracenos, muçulmanos e islâmicos.

⁷⁴ Article écrit à l'occasion du 14^e centenaire du Coran.

montrant le gouverneur Pimentel dos Santos recevant six dignitaires musulmans, venus sur son invitation du nord de la province, en route pour leur pèlerinage à la Mecque.

Les *communautés asiatiques* (selon la désignation britannique des indiens) d'Afrique orientale font aussi l'objet d'une attention particulière. V. de Moç. (1/4/73) parle de "leur contribution dans la formation des nouvelles nations", du rôle politique des "évolués" liés aux professions libérales dans la "nouvelle conscience de race" (sic!) et de celui de l'Inde "qui a assuré et garanti aux africains l'appui idéologique et matériel des différentes communautés asiatiques". Certes en raison de la censure, ce mensuel tenu essentiellement par des démocrates, nous parle de façon détournée de la communauté indienne du Mozambique et nous livre un message qui nous met en garde contre l'image unanime que le régime veut nous donner de la position de cette dernière dans ces années mouvementées.

Le troisième thème éminemment préoccupant est celui des *nouvelles minorités raciales* du Mozambique. Ce thème est la conséquence de la révolution du 25 avril au Portugal. V.de Moç.(6/9/74) agite dans son éditorial le "spectre d'une congolisation" et met ensemble les "minorités blanches et asiatiques" face aux hésitations du FRELIMO entre "une société multi raciale et un Mozambique seulement pour les noirs". Etant donné que le racisme est la "maladie qui guette les sociétés multi raciales, ne vaut-il pas mieux poser l'objectif d'une "société a-raciale dans cette partie de l'Afrique où le racisme s'est érigé comme philosophie du pouvoir?". Nous pouvons y lire sans doute le voeu de "pieds noirs" démocrates annonçant, dans cette phase du gouvernement de transition vers l'indépendance, la conscience des rapports inversés entre la majorité africaine et une minorité blanche dont les statuts politiques et sociaux sont désormais vécus comme très précaires. Nous pouvons y lire très certainement la conviction de ce courant des démocrates qui se bat depuis le début des années 60, pour l'autodétermination du Mozambique. Nous pouvons être choqués, aujourd'hui, par l'absence du thème de la nation mozambicaine en cette année 74 ! Mais replacée dans son contexte, cette absence renvoie à la double difficulté, plutôt au "double bind" qui rend compte de l'impossibilité d'en parler : jusqu'en 74, l'opposition démocratique ne pouvait pas défendre la "nation mozambicaine" puisque la seule Nation officielle était le Portugal ; après 75, la nation se présente comme l'oeuvre du FRELIMO pour lequel celle-ci ne commence qu'avec la guerre de libération. En 1974, nous sommes bien, du point de vue des idéologies officielles, au point zéro de la nation. C'est pourquoi dans les articles de cette année abondent les termes de communautés et de société, que leurs auteurs ⁷⁵savaient pourtant tout à fait inadéquats.

Quant à l'assimilation du sort des indiens à celui de la minorité blanche, elle ne relève pas de la simple instrumentalisation idéologique. Ce dont ne parlent pas les journaux, c'est du débat très vif, en 74 et durant les toutes premières années qui ont suivi l'indépendance, concernant les choix politiques, économiques et sociaux où les termes de race (noirs / tous les autres), d'option politique (radicalisme et utopie de gauche / modération et réalisme d'une vision démocratique) et de pouvoir (les combattants historiques de l'extérieur / les sympathisants habitant dans les "zones occupées" par l'ennemi) se surdéterminaient. Ce débat a traversé les membres des différentes composantes de la communauté indienne. A l'exception de la majorité des goanais et des ismaéliens⁷⁶ qui partent, les musulmans sunnites sont déchirés dans leurs options vis à vis du nouvel Etat -Nation. Si pour la plupart l'allégeance à la nation indépendante ne fait pas de doute, c'est celle vis à vis du nouvel état qui pose problème. Notre objectif n'est pas de rendre compte de ces options et des événements qui ont divisé les familles, mais de souligner que la population indienne, comme la population blanche, a été traversée par les mêmes préoccupations et les mêmes déchirements.

Mais ce qui sépare les deux nouvelles composantes minoritaires ne peut être occulté. Notre objectif est d'en suivre la trace dans la presse.

Le numéro spécial de *Notícias* de L.M.(25/6/75) qui retrace les éphémérides de la lutte de libération, nous donne à voir, dans les *encarts publicitaires*, les marques de sympathie de la population indienne pour la nouvelle nation. Comme nous l'avions fait remarqué, les encarts ont souvent constitué la seule trace de la présence et de l'activité de cette communauté, révélant ce que les articles déniaient ou déformaient. Deux phénomènes attirent notre attention:

⁷⁵Entretien réalisé à Lisbonne en février 2003 avec l'un des membres influents du comité de rédaction de V.de Moç.

⁷⁶ Une grande partie des goanais, en particulier ceux liés à la fonction publique, partent avec les portugais au Portugal à partir de 1974/75. Mais c'est sur l'injonction de Son Altesse l'Aga Khan, échaudé par les persécutions et les expulsions récentes des "asiatiques" des pays nouvellement indépendants d'Afrique orientale, que l'écrasante majorité des ismaéliens quittera le Mozambique en 73/74. Ce départ brutal et massif fera l'objet d'un refoulement important dans les récits de l'installation et de la "réussite" des ismaéliens re-diasporisés au Portugal ou dans les nouvelles sociétés d'accueil (Canada, Royaume Uni).

D'abord la présence des maisons de commerce très anciennes dont la majorité n'est pas située à L.M. Cette discrétion des maisons de commerce de la capitale est inhabituelle dans les encarts de *Notícias* de L.M. Cette fois ci, les villes de Beira et Quelimane sont représentées (respectivement 4 et 5 fois) au détriment de L.M.(3 fois).

Ensuite nous pouvons noter un déséquilibre en faveur des maisons de commerce hindoues (9) par rapport aux musulmanes (2). Ce fait est aussi inhabituel dans ce journal où les deux communautés affichaient à égalité ou en faveur des maisons de commerce musulmanes de L.M.

Comment interpréter ces deux données ?

Quant à l'analyse du contenu de ces encarts, que nous avons comparé avec ceux des portugais qui s'affichent pour la même occasion, elle nous permet de mieux saisir la position des uns et des autres. Que disent les encarts publicitaires des maisons de commerce portugaises ?

X, Y, Z...

*est présent pour la construction de la patrie mozambicaine,
contribue au progrès de ce pays,
contribuons pour un Mozambique que nous ambitionnons,
orienté vers les "directives" d'un Mozambique nouveau,
en avant pour le progrès du Mozambique,
dans l'avant garde du progrès, prompts à servir,
pour la reconstruction d'un Mozambique nouveau.*

Que disent les encarts publicitaires des maisons de commerce indiennes ?

X, Y, Z...

*que ce jour soit une marque historique pour le départ d'un Mozambique un et indivisible,
avec le peuple de Mozambique, la maison vit une grande joie le jour de son indépendance,
félicite chaleureusement le peuple mozambicain pour la date de son indépendance,
en ce jour de fête, nous souhaitons les meilleurs joies et prospérités
félicite le peuple mozambicain pour la date historique du 25/6/75,
félicite le peuple mozambicain pour l'obtention de la victoire,
salue le peuple mozambicain et nos frères de Tanzanie en cette date historique, avec des vœux de
paix, de travail et de progrès.*

bd'une façon générale, la première série d'encarts s'adresse à la patrie mozambicaine, au pays, au Mozambique nouveau dans lequel ces maisons s'engagent (en contribuant à...; en s'orientant dans...; en étant prompt à servir...) pour la (re)construction et pour le progrès. La deuxième série d'encarts s'adresse au peuple mozambicain, au Mozambique (un et indivisible)⁷⁷ qu'elle félicite et salue (pour la victoire, pour son indépendance). Si la première série fait référence préférentiellement au *Mozambique*, (en tant que patrie et projet économique); la seconde, s'adresse plutôt au *peuple*, ce qui peut être lu comme un marqueur de proximité et de chaleur. Mais cette impression est très vite contredite car les premiers sont prompts à *s'investir* dans un avenir (marqueurs de proximité) tandis que les seconds, se contentent de *féliciter* pour cette date (marqueurs d'une certaine distance ou du moins d'une certaine réserve quant à leur investissement dans l'avenir).

CONCLUSION

Afin d'organiser une lecture intelligible des faits et des événements rapportés par la presse laurentine entre 1930 et 1975, nous sommes parties d'une hypothèse qui, pour des raisons idéologiques liées à la forme prise par le nationalisme salazariste et par ses avatars, avait du mal à être exprimée de façon simple et explicite. Cette hypothèse de départ a concerné la nature de l'Estado Novo qui a défini pour la première fois dans l'histoire de l'Empire portugais, un champ social et culturel commun aux différents groupes constituant la société de la colonie, dont les indiens étaient partie prenante. Cette hypothèse que nous avons expérimentée à travers la presse laurentine des années 30 à 75, est confirmée par les mesures concrètes prises par le gouvernement de la colonie vis à vis de l'ensemble de la communauté indienne. Néanmoins cette dernière est restée vulnérable face aux pratiques discriminatoires propres à la société coloniale chaque fois que des événements politiques ont menacé l'Empire. Nous avons noté que cette vulnérabilité a été vécue de façon différenciée selon les appartenances religieuses (hindoues, musulmanes et catholiques), selon des

⁷⁷ Notons que ce vocabulaire est celui qu'utilisait le régime colonial de l'E.N.

statuts conférés par les autorités (indo-portugais, indo-britanniques puis pakistanais, hindustânicos et indo-portugais) et selon la place occupée dans la stratification socio-économique.

Alors que la presse des blancs nous a donné, malgré les dénominations de moins en moins racistes ou discriminatoires, une vision toujours extérieure de la communauté indienne ; la presse des métis est demeurée beaucoup plus près des détails qui marquent les différences. D'où le sentiment d'une vision plus interne sur la communauté indienne qui s'en dégage. Tel *O Brado* des années 30 qui, à la recherche de la définition identitaire du "natural", traquait les différences entre les noirs, les métis et les indiens, traçait toute une gradation au sein de la communauté indienne en termes d'appartenance à la culture portugaise et d'ancienneté de résidence, faisait des indo-portugais des quasi-assimilés aux métis et donnait enfin à voir les dissensions parmi les musulmans sunnites (indiens, africains et métis).

La presse laurantine nous a aussi révélé la présence d'une communauté indienne qui se dévoile par elle-même, comme elle le veut et quand elle le peut, y compris dans le champ du politique. Il n'en demeure pas moins que cette communauté le fait essentiellement par la fraction de ses notables et de ses commerçants qui ont réussi. Ce constat renvoie à la non adéquation, observée par ailleurs dans toutes les sociétés coloniales "plurales", entre des frontières définies par les cultures des populations d'origines différentes et une stratification socioprofessionnelle ou un niveau d'éducation fonctionnant d'une façon tout à fait pertinente au sein même des groupes concernés. Ainsi nous avons pu voir, dans le cas qui nous intéresse, s'affirmer progressivement des liens entre des personnes aux cultures différentes mais se référant de plus en plus à une même Culture (imposée comme véhicule de la modernité) et l'accentuation d'une division sociale entre des personnes appartenant à la même culture d'origine. La prise en compte des histoires orales, apporterait des éléments pour des analyses plus précises concernant les parcours, tant culturels que sociaux au sein de la diaspora indienne.

Les résultats limités de cette recherche sont liés au type du matériau choisi au départ, exclusivement constitué par la presse laurantine. Une lecture d'orientation sociologique, soucieuse de mettre en valeur les réactions et les formes d'une conscience sociale et politique diversifiées au sein de la communauté indienne, est restée trop tributaire de cette source écrite où prédomine le regard des autres, plus précisément, celui d'un pouvoir nationaliste, autoritaire et corporatiste, s'exerçant dans une société coloniale spécifique. Il serait temps de poursuivre la même hypothèse, rappelée au début de notre conclusion, appliquée à des sources différentes : tels les documents officiels dont une bonne partie est aujourd'hui accessible au public ainsi que les témoignages des populations blanches, métisses et noires lesquels seraient mis en relation avec ceux des différentes composantes de la communauté indienne. Ce travail de mémoire, nécessaire à la construction de l'histoire des identités sociales et culturelles au sein de la communauté indienne pour la période comprise entre 1930 et 1975, ne peut se faire que dans sa relation à l'altérité.

Ce survol et cette analyse de la presse laurantine durant la période de l'Estado Novo, a éclairé la compréhension du double destin de la communauté indienne, tant au Portugal qu'au Mozambique à partir de 1975. C'est parce qu'elle a partagé tous les signes de l'assimilation culturelle à la nation portugaise, et qu'elle ne s'est pas réduite au seul rôle de "middleman" ou d'agent économique dans son expérience au sein de la société coloniale, qu'elle peut désormais orienter son destin soit au Portugal soit /et dans la nation mozambicaine qui reste à construire.

BIBLIOGRAPHIE

Cette notice bibliographique ne reprend pas l'ensemble des ouvrages et des articles cités en notes de bas de pages. A titre indicatif, les références qui suivent ont constitué des pistes de réflexions générales et stimulantes pour la période considérée.

Pour l'ensemble de la Presse consultée, se référer à la rubrique Matériaux de Travail dans le corps de l'article.

ANUARIOS de L.M.1929, 31, 46, 61, 74.

ALEXANDRE, V. (1998), "A questão colonial no Portugal oitocentista" in ALEXANDRE V., DIAS, Jill, O império africano 1825-1890. Nova História da expansão portuguesa, Lisboa, Editorial Estampa, pp. 21-132.

_____ (1995), "A África no imaginário político português" in *Actas do Colóquio – Construção e ensino da História em África*. Lisboa, pp. 231-244.

- _____ (1993), "Ideologia, economia e política: a questão colonial na implantação do Estado Novo" in *Análise Social*, vol. XXVIII (123-124), pp. 1117-1136.
- ANTUNES, L.F. Dias (1996), "Os mercadores baneanes guzerates no comércio e a navegação da costa oriental africana (séc. XVIII), Comunicação no Seminário sobre História de Moçambique (XVI-XIX), Lisboa, mimeo, 20p.
- _____ (1992), A actividade da companhia de comércio dos baneanes de Diu em Moçambique (1686-1777). Tese de Mestrado, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa.
- CAHEN, M. (2000) "L'Etat nouveau et la diversification religieuse au Mozambique, 1930-1974" "I- Le résistant essor de la portugalisation catholique (1930-1961)" *Cahiers d'Études Africaines*, 158, XL (2).
- _____ (2000), "L'Etat nouveau et la diversification religieuse au Mozambique, 1930-1974" "II- La portugalisation désespérée (1959-1974)" *Cahiers d'Études Africaines*, 159, XL(3), pp. 551-592.
- CLARENCE-SMITH, W.G (1985), *The third portuguese Empire 1825-75. A study in economic imperialism*, Manchester UP.
- HAMMOND, R.J. (1966), *Portugal and Africa 1815-1910: A Study In Uneconomic Imperialism*, Stanford U. Press, California.
- MONTEIRO, F. AMARO (1993), *O Islão, o Poder e a Guerra (Moçambique 1964-74)*, Universidade Portucalense, Porto.
- NEWITT, M.(1995) *A History of Mozambique*, London, Hurst &C°.
- PEREIRA LEITE, J. (2001), "Indo-britanniques et indo-portugais: présence marchande au Sud de Mozambique au moment de l'implantation du système colonial, de la fin du XIXème siècle jusqu'aux années 1930" in *Outre-Mers Revue d'Histoire* (Revue française d'histoire d'outre-mer) 1er semestre 2001, pp. 13-37.
- _____ (1999), "Colonial Política" in *Dicionário de História de Portugal-Suplemento*, Coordenação António Barreto e Maria filomena Mónica ,Vol. 7 , Lisboa, Ed. Figueirinhas, pp. 352-361.
- REBELO, Domingos J.R. (1961), "Breves Apontamentos sobre um grupo de Indianos em Moçambique" in *Boletim da Sociedade de Estudos da Col. de Moç.* Ano 30, nº128, pp. 83-89.
- ROCHA, A. (2000), "O pan-Africanismo em Mçambique (1900-1930)", Actas da IIIª reunião de História de África. IICT, Lisboa

* N.Khouri, sociologue, est chercheuse au MALD (Mutations africaines sur la longue durée, CNRS-Univ Paris 1) et Maître de Conférence à l'Université Paris 1.

* J. Pereira Leite, économiste et historienne, est chercheuse au CESA (Centro de estudos sobre África e do Desenvolvimento-ISEG) et Professeur à l'ISEG- Instituto Superior de Economia e Gestão da Universidade Técnica de Lisboa .

Cette recherche a bénéficié de l'appui d'un programme de coopération franco portugaise (protocole ICCTI-Ambassade de France à Lisbonne) qui a associé, en 2001-02, les deux centres de recherches MALD et CESA autour du thème : "Diasporas et identités dans l'espace euro-africain".